

Novembre 2020

Le Courrier du Mémorial

N°36

Bulletin de liaison des Amis du Mémorial Alsace-Moselle

SOMMAIRE

- 1 Éditorial
- 2-5 2020 : Une année tragique pour l'AMAM : François Amoudruz, Jean-Jacques Meysembourg
- 6-11 Les cafés d'Histoire
- 12-13 CIDH : Le Centre International d'Initiation aux Droits de l'Homme
- 14-15 La page du Mémorial
- 16-19 Rencontre des Mémoires
- 21-23 La guerre de 1870-71 vue à travers la correspondance de soldats prussiens
- 24-31 DOSSIER : La défaite de la France en 1940 n'était pas inéluctable
- 32-33 L'AERIA a fait connaître la Résistance des Alsaciens en Limousin et en Auvergne
- 34-35 Le Stalag V D au Polygone à Strasbourg
- 36-37 Le devoir d'enseigner et de transmettre vu depuis la Robertsau
- 38-41 Devoir d'Histoire à l'école de la République
- 42-43 Les prêtres incorporés de force se souviennent
- 44-45 « Opération ANTHROPOID »
- 46-47 Une veillée de Noël particulière
- 48 Les morceaux choisis de Serge Barcellini

I à IV Fiches Pédagogiques : François Amoudruz : Le devoir de mémoire

Le souvenir de la guerre de 1870-71



À l'occasion du 150^e anniversaire de la guerre de 1870, nous tenterons de soupeser quelques aspects de son souvenir en France mais aussi en Allemagne et en Europe, avec l'aide de chercheurs reconnus.

L'entreprise n'a rien d'évident, car ce conflit du XIX^e siècle ne hante plus les mémoires collectives, écrasé qu'il est par ceux du XX^e, mondiaux, massifs et porteurs de « devoirs de mémoire » autrement plus exigeants ; si bien que son souvenir paraît aujourd'hui épars et faible.

Et pourtant, « taupe de l'Histoire » peut-être travaille-t-il encore ? Entendre un peu mieux son écho régional, franco-allemand et européen, le mettre en regard avec son « innéité » comme aurait dit Barrès : telle est l'ambition de cette nouvelle Rencontre des Mémoires.

Que disent en effet ces quelques mois de guerre, de juillet 1870 à mai-juin 1871, si on les conjugue au temps présent ? Sur l'évolution des armées et de la violence, sur une Patrie en danger et un Reich triomphant, la bataille cruelle et la paix imposée, la défaite, la débâcle et le sursaut, l'oppression et la liberté ? Sur les civils et les militaires douloureusement mêlés, les prisonniers, les déplacés ? Le patriotisme et la nationalité ? L'émergence de l'aide humanitaire et de la neutralité ? Les nouvelles frontières, les provinces perdues, les particularismes régionaux ? Les créations littéraires et artistiques, les monuments publics, les paysages ? Les images fixes ou animées ? Les lieux privilégiés qui peuvent encore émouvoir et rassembler ?

Telles sont les interrogations auxquelles nous tenterons de répondre, en rapportant d'abord nos réflexions au Grand Est d'aujourd'hui, qui fut alors terriblement touché et où, de Sedan à Belfort, tant de marques signalent ce conflit.

Pour ce faire, peut-être faudra-t-il entendre, comme un exergue, l'inquiétude d'un Jaurès dans *La Guerre franco-allemande de 1870-71*, paru en 1908 : « La lutte déchaînée par l'ineptie napoléonienne et par l'intrigue bismarckienne a laissé à l'Europe une blessure profonde : mutilation d'un peuple, défiance générale, militarisme universel. Comment débrouiller ce triste chaos de ressentiments et de violences ? Comment fonder la paix sur le droit, et rendre à tous les peuples la libre disposition d'eux-mêmes sans provoquer de nouveaux conflits ? C'est le secret de l'avenir. » ■

Jean-Pierre Rioux

**Rencontre
des Mémoires**

7^{ème} Rencontre des Mémoires
14 et 15 janvier 2021
à la Maison de la Région
à Strasbourg
Programme et modalités d'inscription
pages 16 à 19

2020 : UNE ANNÉE TRAGIQUE POUR L'AMAM

François Amoudruz : convictions et engagements

En l'espace de quelques semaines nous avons perdu, cet été, deux « piliers » de notre association, à la fois membres fondateurs et toujours actifs au Comité Directeur. François AMOUDRUZ et Jean-Jacques MEYSEMBOURG ont connu des parcours certes différents mais tous deux ont été victimes de la sauvagerie nazie et sont par la suite devenus d'infatigables passeurs de mémoire, mais aussi des artisans de la réconciliation.



François Amoudruz

Inlassable et énergique témoin, François Amoudruz ne l'a pas toujours été : rentrant en mai 1945, 18 mois après son arrestation au cours de la rafle visant l'Université de Strasbourg repliée à Clermont Ferrand, 15 mois après sa déportation à Buchenwald puis à Flossenbürg, François, 18 ans, est épuisé physiquement et « hanté par le souvenir de ses camarades »

Grâce au soutien d'une famille soudée, il peut reprendre ses études de droit à l'automne 1947, parlant le moins possible aux tout jeunes étudiants qui l'entourent des horreurs vécues lors de sa déportation « Personne ne voulait entendre ce que nous avions à dire » rapporte-t-il, comme tant d'autres de ses camarades... Dans les années 1960, François devient le grand témoin que nous avons eu la chance de connaître. Il n'a alors cessé de travailler à la mémoire de la déportation dans de nombreuses instances – FNDIRP, puis Fondation pour la Mémoire de la Déportation et Amis de cette Fondation, deux organismes dont il fut vice-président national, de rencontrer les jeunes, français, allemands et autres européens, et de militer politiquement au sein du Parti Socialiste pour relier cette expérience concentrationnaire à l'actualité, pour lutter aujourd'hui contre toutes formes de racisme, d'antisémitisme, d'exclusion.

Nous avons choisi de livrer ici quelques extraits de ses témoignages, impressionnants par leur précision mais aussi par l'engagement qui les sous-tend.

L'arrestation

Extrait de son allocution du 25/11/2013 au Palais Universitaire de Strasbourg à l'occasion de 70^{ème} anniversaire de la rafle de l'Université de Strasbourg repliée à Clermont Ferrand.

« Vers 10h45, les bâtiments universitaires sont cernés par la Luftwaffe, les agents de la Gestapo y pénètrent,... étudiants et professeurs... sont conduits en cars de l'armée et déposés à hauteur de la Cour de la faculté des Lettres. Des centaines de personnes seront ainsi regroupées ... Otto Abetz enverra à Berlin un télégramme secret qui donne le chiffre de 1200 dont 800 seront libérés sur-le-champ. Paul Collomp, professeur d'épigraphie grecque, est abattu de sang froid à la sortie de sa salle de cours par l'agent Kalteiss. Il est 16 heures, la cour se vide. Je suis parmi les derniers. Maintenant c'est mon tour. Arrivé dans le hall, je me trouve en présence d'un homme plutôt grand, avec à ses côtés une jeune femme. Ils semblent conduire les opérations de contrôle d'identité. Mathieu, car c'est lui, ne me laisse pas le temps de lui montrer ma carte. Il crie en allemand : « Amoudruz, sofort ins Gefängnis ». La jeune femme est Ursula Brant, surnommée « la Panthère » responsable de la Gestapo de Clermont-Ferrand au 2 avenue de Royat, à Chamalières. »

Emprisonné 5 semaines à Clermont, puis transféré à Compiègne, il part pour Buchenwald le 17 janvier 1944 « avec 2000 camarades, enfermés dans des wagons à bestiaux, cadennassés, à 100 par wagon... »

« Je termine cette intervention pour dire et redire aux jeunes générations et, ici, spécialement aux étudiants de nos universités, que dans des moments aussi difficiles à surmonter quand on a leur âge, il faut savoir résister physiquement, mais aussi moralement à ceux qui veulent vous réduire à l'état de sous-homme. Cette résistance suppose de se sentir solidaire avec les autres qui subissent le même sort.

Mes propos rapides sont certes un témoignage. Mais ils ne prendront tout leur sens que s'ils attirent l'attention sur le danger de toute résurgence et toute forme que pourrait prendre de nos jours **une idéologie totalitaire, quel que soit l'aspect sous lequel elle pourrait se présenter**. Une fois au pouvoir, elle tendra toujours vers l'humiliation de ses adversaires et la destruction de

ce qu'elle considèrera comme le plus dangereux, leur dignité.

Ce que nous avons vécu, mes camarades et moi, au cours de ce qui aurait dû être les plus belles années de notre vie, doit donc s'analyser comme une mise en garde, un appel à la vigilance, contre l'inquiétante montée actuelle du populisme, attisée en France et en Europe par les milieux extrémistes. »

François a voulu les caractères gras mentionnés.

Vie concentrationnaire, évacuation et évasion

Extraits d'un témoignage d'une dizaine de pages écrit en 1995.

Buchenwald 19/01/1944-25/02/1944

Après avoir décrit l'arrivée brutale, le passage par la désinfection, l'affectation au bloc de quarantaine du petit camp, il explique :

« Je suis maintenant le n° 40989, pourvu, sur ma veste de bagnard, d'un triangle rouge (détenu politique) avec un F (Französe). Comme les autres camarades, on vient de faire de moi un « Untermensch »... Dans ce nouveau monde, toutes nos valeurs sont bafouées et inversées. »

Flossenbürg 25/02/1944-16/04/1945

Peu après son arrivée au camp, François est affecté à « un SS Sonderkommando, donc a priori inquiétant et dangereux, situé dans l'Erzgebirge, en montagne, très précisément à Johannegeorgenstadt »

Une ancienne fabrique de meubles transformée en camp : à l'étage supérieur logent un millier de détenus de différentes nationalités, pour la plupart politiques, à l'étage inférieur sont installées des chaînes de fabrication et de montage de carlingues et d'ailerons d'avions de chasse Messerschmitt. « Le commandant du camp, militaire, est un SS et ses 30 gardes SS « Totenkopf » réputés pour leur cruauté, font régner dans le camp une atmosphère d'inquiétude permanente. L'usine tourne 24 heures sur 24 en 2 équipes de 12 heures. Au travail, très pénible pour les voies respiratoires et les yeux qui ne sont pas protégés, les détenus sont constamment sous la surveillance des kapos de droit commun et de contremaîtres nazis en civil qui nous méprisent et nous dénoncent ». « Des groupes de camarades se forment par nationalités et affinités...pour remonter son propre moral et celui des autres et ainsi prolonger son existence »

François insiste sur la nécessaire solidarité dans le camp comme pendant la marche épuisante — « 13 jours d'enfer » — suivant l'évacuation du camp le 16 avril 1945.

Évadé le 25 avril avec un camarade, il est à nouveau arrêté quelques jours plus tard suite à une dénonciation. Emprisonné à Karlsbad, il travaille en ville dans la journée jusqu'à sa libération par un soldat de la Wehrmacht le 8 mai au matin. De la zone soviétique, il parvient à passer en zone américaine.

Le retour

Extraits des DNA du 15/02/2012

Épuisé par une dysenterie, par les journées de voyage en jeep puis en car et enfin en train, incapable d'avaler la nourriture distribuée, François, à son arrivée à Metz le 24 mai 1945 subit un nouveau choc : « nous nous réjouissions à l'avance de l'accueil qu'on allait nous faire. En réalité il n'y avait personne. Je suis tombé à terre, en gare de Metz. Au bout d'un certain temps, quelqu'un s'est préoccupé de cette forme humaine au sol. Dans l'état où j'étais — je devais peser encore une trentaine de kilos — j'ai dû passer devant différents bureaux administratifs, probablement pour vérifier que je n'étais pas un criminel français »

Extraits d'Espaces Dialogues n°40 du 4^{ème} trimestre 2006.

« J'ai eu pour ma part beaucoup de chances : d'avoir retrouvé la chaleur d'un foyer familial, d'avoir été remarquablement soigné, d'avoir, étant malade, été admis à prendre mon temps avant de recommencer une vie d'étudiant, peu reposante pour un être fragile. Ainsi ai-je pu mener à bien mes études universitaires interrompues de 17 à 21 ans, fonder à mon tour un foyer, me tailler une place dans la vie civile et professionnelle. »

« Vous comprendrez que nous n'ayons pas eu à ce moment-là envie de raconter l'enfer — non seulement nous étions trop faibles, mais ce que nous avions à dire de notre quotidien était tel que nous aurions été pris pour des fabulateurs, pour des gens non crédibles. »

Témoigner, faire réfléchir

Plus tard François réalise que ce qu'il a vécu ne doit pas être oublié mais servir à éveiller les consciences et il va s'engager notamment auprès de la jeunesse pour que l'histoire ne se répète pas !

Extraits d'Espaces Dialogues n°40 du 4^{ème} trimestre 2006 et n°65 du 2^{ème} trimestre 2014.

« Quand on a été acteur de tels événements, il faut témoigner de cette expérience et en tirer les leçons en les raccrochant à l'actualité. »

« ... il ne s'agit pas pour moi de ressasser un passé, un vécu, si horrible ait-il été, mais de transmettre ma mémoire aux générations futures. Il s'agit d'amener à une réflexion plus générale sur ce qui est arrivé, et qui peut se reproduire, sans doute avec des méthodes différentes et sous d'autres apparences. »

« Pendant près de soixante ans de ma vie, j'ai tenté de transmettre mon expérience concentrationnaire et appelé mes concitoyens à la vigilance. L'enfer nazi a resurgi sous d'autres formes, sous d'autres cieux. D'autres horreurs ont été perpétrées, le sont encore, et nous, au nom de nos camarades restés là-bas, nous devons crier, et crier encore. Nous savons ce qu'est l'enfer : nous en revenons. »

En mars 2010, François résume ses convictions dans un texte choisi par son épouse Liliane et ses enfants,

Fabrice et Marie Hélène, pour accompagner la cérémonie d'adieu le 27 juillet dernier.

Texte publié dans La lettre d'Espaces Dialogues n° 88 d'août 2020.

« Je ne veux pas que mon chemin si dur finisse en impasse, que ce que j'ai appris au cours de ce voyage jonché de cadavres disparaisse avec moi... »

... Que c'est difficile, face aux classes auxquelles nous nous adressons, de leur transmettre ce douloureux message : il existe des hommes qui prennent plaisir à réduire d'autres hommes à l'état animal, qu'il faut trouver en soi-même les ressources nécessaires pour résister, et que ces ressources se construisent en nous à travers nos familles, nos enseignants, nos amis... que l'aptitude au courage se bâtit tout au long d'une vie. »

Il termine par **« l'injonction de respecter l'autre quels que soient son sexe, sa couleur de peau, sa langue, ses convictions... l'obligation de se souvenir, la nécessité d'enseigner l'Histoire pour comprendre »...** et enfin par **« la nécessité pour les États de se doter d'institutions pensées pour éviter un retour jamais impossible du cauchemar... les citoyens doivent veiller à ce que, face aux pouvoirs institués, se construisent des contre-pouvoirs indépendants... Cet équilibre nous protège. Cela s'appelle la démocratie ».** ■

Liliane Amoudruz, Chantal Diller,
présidente d'Espaces Dialogues.

Marie José Masconi, présidente Amis Fondation
Mémoire Déportation Bas Rhin
Septembre 2020

Voir aussi les fiches pédagogiques.



François Amoudruz et sa mère à Clermont-Ferrand,
deux mois après son retour en France.

Quelques éléments bibliographiques :

Témoignages directs

- Allocution 25/11/2013 au Palais Universitaire de Strasbourg pour le 70^{ème} anniversaire de la rafle de Clermont-Ferrand
- Témoignage écrit en février 1995 (20 pages en français et anglais)

Dossier Presse

« Mémoire et Vigilance » revue de l'AFMD (Amis Fondation Mémoire Déportation)

- oct déc 2014 : « Déportation, « marches de la mort, évasion, le retour p.4-8
- avril juin 2014 « L'université de Strasbourg Résistante » p.12-13
- oct déc 2018 Éditorial « Une expérience concentrationnaire » p.2 et 3

DNA Bas Rhin

- 15/12/ 2016 « Il fallait rester un homme » p.41
- 15/02/2012 : « Il venait d'avoir 17 ans » p.36
- 23/07/2020 : « François Amoudruz, passeur de mémoire, s'est éteint » p.23

DNA et « L'Alsace » 23/07/2020 : « Décès de l'ancien résistant déporté François AMOUDRUZ »

« Le Courrier du Mémorial » (Mémorial Alsace Moselle Schirmeck)

- « Un adolescent face à la déportation » :
- chapitre I « ma vie à Clermont-Ferrand » Mars 2009 p.12-13
- chapitre II « esclave au service du Reich » oct 2009 p.14-15
- chapitre III « l'évacuation du camp et les marches de la mort » mars 2010 p.14-15

« La Lettre d'Espaces Dialogues »

N°40 4^{ème} trimestre 2006: p.1-8

N°88 Août 2020 p.1-4 Éditorial + Témoignage écrit
Par F Amoudruz en mars 2010

Sur Internet, de nombreux sites et photos sont consacrés à la personnalité de François. Une interview d'une heure environ, datant de 2018, est notamment consultable sur le site de la CANOPE (ex CRDP) de Strasbourg

www.reseau-canope.fr/notice/les-deportes-dans-les-camps-de-concentration.html

JEAN-JACQUES MEYSEMBOURG

meurtri par la guerre mais apôtre de coopération franco-allemande

Jean-Jacques Meysembourg



Né le 5 mars 1925 et mort le 6 mai 2020 à Sarreguemines, Jean-Jacques Meysembourg, dit « JJM » était un homme plein de projets et de rêves, en particulier pour sa ville natale.

Étudiant à Darmstadt avant de voir sa famille meurtrie par la guerre, durant laquelle il fut réfractaire à l'incor-

poration de force dans la Wehrmacht et ses parents arrêtés et déportés aux camps de Flossenbürg et Ravensbrück pour faits de résistance, il eut toujours à cœur le développement de l'Est Lorrain.

Son idée de développement transfrontalier portait tant sur les plans culturel et démographique que les plans routiers et industriel. Luxembourgeois par son père et français par sa mère, amoureux de la langue de Goethe et fin connaisseur des patois de Sarreguemines et Luxembourgeois, JJM fut un européen avant l'heure et infatigable pourfendeur du centralisme français, imposé au détriment de la région qui fut pourtant la première victime des trois grandes grandes guerres de 1870, 1914 et 1939.

« L'Alsace-Lorraine doit être rendue aux Alsaciens-Lorrains. [...] Toute ma vie a été influencée par ce drame de l'Alsace-Lorraine, tant du point de vue affectif que professionnel » écrivit-il dans le préambule des mémoires léguées à sa famille.

Grâce à l'amitié tissée avec un groupe d'architectes sarrois, il contribua à la construction de milliers de logements en Allemagne, Autriche, Slovaquie et en Espagne. De 1983 à 1995, il fut conseiller municipal « minoritaire donc efficace par définition » comme il aimait à le dire.

En 1968, il créa le Comité d'Expansion de l'Est Lorrain (CELOR) et entra en contact avec le professeur Gravier, géographe et auteur de *Paris et le Désert Français*, pour réaliser une étude scientifique sur le potentiel de la région. Cet organe réunissant les élus de 110 communes proposa ainsi un plan d'aménagement du territoire couvrant l'arrondissement de Sarreguemines et la proche Alsace. Avant que le CELOR ne « cède à la pression de l'administration parisienne » au grand regret de JJM, celui-ci obtiendra tout de même le déplacement du tracé de l'A4 vers Sarreguemines, négociera avec succès l'installation de l'usine General Motors à Sarreguemines et œuvra pour la réconciliation franco-allemande par le biais universitaire.

En 1978, il fut à l'origine avec le professeur Gravier de la création de l'ISFATES, l'Institut Supérieur Franco-Allemand de Technique, d'Économie et de Sciences (précédemment « de Sarreguemines ») la première école d'ingénieurs délivrant des diplômes reconnus à la fois par la France et l'Allemagne, établie à Metz et à Sarrebruck.

Ses efforts passionnés et visionnaires pour l'amitié franco-allemande et l'intégration régionale, aujourd'hui au cœur du projet européen, lui ont valu la décoration de l'ordre du Mérite par la République fédérale d'Allemagne en 2003. L'ambassadeur d'Allemagne en France l'avait alors salué comme un pionnier de l'éducation supérieure franco-allemande et l'un des premiers français à avoir pensé l'économie et l'aménagement du territoire à une échelle régionale transfrontalière.

JJM était marié depuis 1959 à Élisabeth Stosskopf, fille du général Stosskopf, ingénieur général du Génie Maritime, chef de station de constructions neuves à l'arsenal de Lorient, résistant et membre du réseau Alliance, assassiné au Struthof le 1^{er} septembre 1944 avec une centaine d'autres membres du Réseau (voir *Courrier du mémorial* n°21, mars 2013).



Jean-Jacques Meysembourg et son épouse

Jean-Jacques Meysembourg et sa femme eurent 6 enfants et 10 petits-enfants. Sa famille le salue et le remercie pour toutes ces années d'histoire partagée, d'opiniâtreté et d'insoumission, de réussite et de frustrations, d'humour et de charme, d'exigence et de tendresse. ■

Marianne Maenlein, *petite-fille de Jean-Jacques*

Les rendez-vous de l'AMAM

Les mesures décrétées dans la lutte contre la pandémie nous ont privés de nos manifestations traditionnelles et de leur dimension conviviale : ainsi nous avons dû reporter à des temps meilleurs plusieurs cafés d'histoire, notre rallye annuel, nos réunions culturelles... Néanmoins nous avons pu sauver deux cafés, l'un à Schirmeck, l'autre au CIDH de Sélestat (voir ci-après) et nous espérons pouvoir concrétiser la « Rencontre des Mémoires » en janvier 2021... Mais avant toute chose soyez vigilants et respectez les consignes de sécurité pour que nous puissions nous retrouver prochainement. Et si vous deviez vous ennuyer en cas de confinement, c'est le moment de lire les « Actes » de la dernière Rencontre des Mémoires « Transmettre ». (voir page 19)

SAMEDI 12 SEPTEMBRE À 14H30 AU MÉMORIAL DE SCHIRMECK

Laure Diebold-Mutschler par Anne-Marie Wimmer

Anne-Marie Wimmer



1038 Compagnons de la Libération dont seulement 6 femmes ; parmi elles, une Alsacienne, une résistante hors du commun, née à Erstein en 1915 d'un père originaire de Hindisheim : Laure Diebold-Mutschler.

Une exposition lui a été consacrée au Mémorial pendant l'été 2020 et aujourd'hui un café d'Histoire nous retrace son parcours. Il est animé par Anne-Marie Wimmer qui a publié sa biographie pour tirer de l'oubli cette

secrétaire de Jean Moulin. Avec un enthousiasme et un dynamisme extraordinaire l'animatrice passionnée le public. Merci Anne-Marie pour ce moment de bonheur et votre combat contre l'amnésie.

Lors de la défaite de 1940, le destin de millions de Français bascule. Dont celui de la jeune Laure Diebold-Mutschler, alors promise à une carrière de secrétaire de direction sténodactylo bilingue entamée aux établissements Baumgartner à Sainte-Marie-aux Mines

puis poursuivie aux usines Elastic de Saint-Louis. Un appel lancé de Londres change le cours de l'Histoire. Alors Laure monte un réseau de passeurs pour aider les prisonniers français évadés, puis des jeunes fuyant l'incorporation de force — et enfin des résistants traqués par l'occupant ... Ainsi commence sa « périlleuse double vie », interrompue en décembre 1941 : repérée par la Gestapo, elle fuit l'Alsace allemande avec l'aide de ses camarades passeurs et traverse la montagne à pied pour gagner la « zone libre »...

En mai 1942 elle est recrutée officiellement avec son mari Eugène par le général de Gaulle. Engagée « pour la durée de la guerre » dans les Forces françaises combattantes (FFC) elle devient agent P1 (alias Mona) mise à la disposition de Jean Moulin qui tente d'unifier la Résistance.

Devenue agent P2 le 1^{er} septembre 1942, elle est immatriculée au Bureau central de Renseignement et d'Action (BRCA) de Londres, sous le nom de Mado au grade de lieutenant.

Après l'arrestation de Jean Moulin à Caluire, le 21 juin 1943, elle est dépositaire de tous les secrets de la Délégation- et la secrétaire de ses deux successeurs.

Le 24 septembre 1943, elle est arrêtée sur dénonciation avec d'autres membres du réseau. Elle passe quatre mois à Fresnes où elle réussit à taire, malgré la tor-

ture, son rôle effectif de « directrice administrative de la Résistance » et à se faire passer pour une simple « boîte aux lettres »...En janvier 1944, elle part pour un interminable calvaire de seize mois de déportation où elle échappe deux fois au four crématoire grâce à la complicité d'un médecin tchèque.

Elle est sauvée in extremis par les Américains au camp de Taucha (près de Leipzig, en Saxe) où on lui avait injecté le typhus. À son retour à l'Hôtel Lutetia de Paris, plateforme de regroupement des déportés, elle apprend que le général de Gaulle, par décret, lui a attribué la croix de la Libération. Elle est la benjamine des Compagnons de la Libération.

Elle décède à cinquante ans des suites des tortures subies durant sa détention. Le 20 octobre 1965, une

foule immense assiste à ses funérailles en la cathédrale Saint-Jean à Lyon. Sur son cercueil est posée la Croix de la Libération et sa tombe porte la mention : « Mort pour la France ». Sa disparition est désormais commémorée chaque année à Sainte-Marie-aux-Mines.

Le combat d'Anne-Marie Wimmer commence en 2008 lorsqu'elle découvre l'existence de Laure Diebold-Mutschler. Sidérée par la chape d'amnésie tombée sur cette « héroïne » qui aurait pu être sa mère, elle s'attache à la faire revivre en deux livres (*Code : Mado — Mais qui est donc Laure Diebold-Mutschler ?* Et *Autopsie d'un oubli — l'incroyable disparition de Laure Diebold-Mutschler* parus aux éditions Ponte Vecchio en 2011 et 2013) mais aussi à travers le regard d'enfants à l'école élémentaire. ■

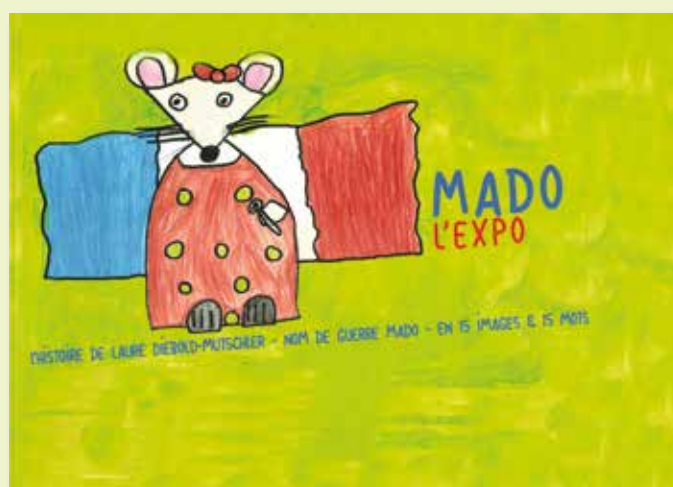
BRAVO, LES ÉCOLIERS DE HINDISHEIM !

En 2014, trente élèves de CM1 et CM2 de Hindisheim ont pris, sous la conduite d'Anne-Marie Wimmer et de leurs professeurs, Anne-Aimée et Yannick Thémerlé, leurs crayons et leurs pinceaux pour mettre en images son parcours exemplaire de Résistante, aussitôt monté en exposition reprenant 15 grandes dates dans la vie d'une « Mado » confrontée à l'insoutenable question de la « banalité du mal » — et représentée en souris, en référence au magistral *Maus* d'Art Spiegelman.

Le catalogue de cette exposition est paru le 12 septembre à l'occasion du café d'Histoire d'Anne-Marie Wimmer au Mémorial Alsace-Moselle à Schirmeck. Une autre manière de « penser fortement » selon l'expression de Vladimir Jankélévitch, à tous ceux qui ne sont jamais revenus, dans ce mouvement perpétuel des ténèbres.

Michel Loetscher (in *l'Ami Hebdo* 6 septembre 2020)

Mado l'expo - l'histoire de Laure Diebold-Mutschler - Nom de guerre Mado - en 15 images & 15 mots, 52 pages.



Les rendez-vous de l'AMAM

LES CAFÉS
D'HISTOIRE

SAMEDI 10 OCTOBRE À 16H30 AU CIDH DE SÉLESTAT

Adelaïde Hautval par Georges Hauptmann, professeur honoraire d'immunologie

Quelle femme extraordinaire ! Prise dans la tourmente du totalitarisme nazi, Adelaïde, calme et sereine mais déterminée et animée d'une forte volonté humaniste, se retrouve dans différents camps de concentration. Médecin-psychiatre, elle se met au service des autres détenus, soigne leurs maladies et cherche par tous les moyens à sauver des vies, exprime sans ambages ses convictions et oppose des refus catégoriques aux médecins nazis qui veulent la contraindre à participer à leurs expérimentations prétendues « médicales » ...

En 2008 trois élèves de 1^{ère} du lycée Deck de Guebwiller, avec l'aide de leur professeur d'histoire, réalisèrent une publication retraçant la vie d'Adelaïde Hautval ; leur objectif : convaincre le Conseil Général du Haut-Rhin de donner le nom de l'héroïne à un collège du Florival, vallée où elle a vécu. (Peine perdue, les élus préférèrent un nom de château-fort !)

Extraits

Adelaïde Hautval est née dans la commune du Hohwald (67) à l'époque du Reichsland, le premier janvier 1906. Elle était la benjamine d'une famille de sept enfants. Son père, Philippe Haas, était pasteur de l'Église Réformée, dans cette même commune. Sa mère, Sophie Lydie Kuntz, était la fille de l'hôtelier du « Grand Hôtel » toujours au Hohwald.

Ses études secondaires terminées A. Hautval fit des études de médecine à la Faculté de Strasbourg, où elle décida de se spécialiser en psychiatrie. Elle présenta donc sa thèse, en 1933/34, sur la « Localisation des troubles psychiques post-commotionnels ».

Elle devint ainsi l'assistante d'un universitaire réputé, le professeur Pfersdorff.

Elle fut ensuite médecin-psychiatre dans différents établissements. Tout d'abord, au Hohwald (où elle avait fondé une maison d'enfants avec son frère Emmanuel) de 1933 à 1936.

Ensuite à Küsnacht (en Suisse, près de Schwytz) jusqu'en 1939. Elle partit alors rejoindre les Alsaciens déplacés dans le sud-ouest de la France, à cause de la guerre. Elle fut affectée à l'hôpital de Vauclaire (Dordogne) puis elle se retrouva à l'hôpital de Lannemezan à partir de décembre 1941. Son nom fut rayé des cadres de cet établissement, en octobre 1943, « car elle s'était absentée depuis mai 1942 ». En fait elle avait été internée en France, entretemps, à partir d'avril 1942.

Un périple à travers les camps français

En effet, A. Hautval avait été arrêtée, en avril 1942, en gare de Vierzon où elle avait pris la défense d'une famille juive, maltraitée par les Allemands. Elle fut transférée à Bourges, où elle fut emprisonnée. Elle y resta d'avril à juillet 1942. Elle aurait pu être libérée, si elle s'était rétractée. Or, ce fut l'inverse qu'elle fit, portant elle-même une étoile jaune, confectionnée avec du papier.

En tant qu'« amie des Juifs » elle devait donc partager leur sort et faire le même périple qu'eux (selon les nazis). Le 15 juillet 1942 (veille de la « Rafle du Vél d'Hiv » elle fut ainsi transférée avec eux au camp de Pithiviers (Loiret). Elle y resta jusqu'au 24 septembre 1942. On la transféra ensuite au camp de Beaune-la-Rolande, à 18 km de là. Elle le quitta le 5 novembre 1942, passa une douzaine de jours à la prison d'Orléans (en tant que « détenue politique » cette fois-ci). Elle arriva finalement au Fort de Romainville où elle fit connaissance avec un groupe conséquent de femmes communistes.

Le 24 janvier 1943 tous ces prisonniers politiques furent transférés à Compiègne, ce qui représenta leur dernière étape dans les camps français (contrôlés par les forces de l'ordre françaises). Le 24 janvier toujours, elle partit vers l'inconnu, en compagnie de deux cent trente femmes politiques en direction de l'Est ; cette fois-ci sous la direction des nazis.

Médecin à Auschwitz (1943-1944)

Dès son arrivée à Auschwitz, elle fut affectée au Revier (« hôpital ») du camp de Birkenau, en tant que médecin. Elle y attrapa même le typhus, mais fut soignée et put guérir (les autres malades étaient gazés). C'est là qu'elle apprit l'existence des « sélections » du tristement célèbre Docteur Mengele, parmi les malades qui étaient conduits ensuite au « Block 25 » ; ceci, pour subir toutes sortes d'expériences ; tant sur les adultes que sur les bébés.

D'après ses camarades d'infortune, dans ce cadre bien pesant et morbide, A. Hautval représentait quelqu'un d'exceptionnel (par exemple selon Simone Alizon) du fait de sa très grande exigence morale, découlant de son éducation protestante rigoureuse. Certes, elle parlait peu, mais elle était toujours en accord avec ses principes, quitte à refuser formellement de faire ce qui lui paraissait scandaleux.

C'est avec cet état d'esprit spécifique qu'elle se trouva confrontée directement aux expériences médicales, menées par des médecins SS, dans le sinistre « Block

10 ». Un bâtiment d'un étage, aux fenêtres borgnes, où 500 cobayes juives (de toutes nationalités) sélectionnées à l'arrivée des trains quotidiens, subissaient toutes sortes d'expériences médicales plus ou moins ubuesques et douloureuses. À la demande du Docteur Wirths, A. Hautval fut placée dans le service « gynécologie » ; ce qui lui permit de voir ce qui s'y passait réellement et ce que les médecins SS faisaient ; en particulier le Professeur Clauberg et son équipe. D'ailleurs, lorsqu'on lui demanda de travailler directement pour lui, elle refusa catégoriquement, en expliquant que cela représentait une « violation des droits humains ».

Ses refus successifs et ses mauvaises relations avec certains médecins, expliquent pourquoi elle fut convoquée par le Docteur Wirths, à qui elle asséna un certain nombre de vérités sur le « système nazi » qui auraient dû l'envoyer à la mort car on gazait pour beaucoup moins que cela puisse paraître, elle ne fut pas sanctionnée (comme quoi, même les bourreaux semblent avoir une conscience). Elle fut « simplement » renvoyée à Birkenau, camp annexe d'Auschwitz et ensuite à Ravensbrück.

Ravensbrück (1944-1945)

Après un long et pénible trajet, les déportées arrivèrent dans le camp de Ravensbrück, dans le nord de l'Allemagne, où l'on trouvait surtout des femmes. C'était le 2 août 1944. Comme il fallait s'y attendre, A. Hautval fut employée au Revier, « l'hôpital » du camp. Très vite, elle fut au courant des expériences médicales qui étaient perpétrées, sous la direction de plusieurs médecins SS (le Docteur Winkelman, le Professeur Gebhardt, etc.). La chute du 3^{ème} Reich approchant, les « sélections » avaient tendance à augmenter fortement, les nazis sachant maintenant que le temps leur était compté.

A. Hautval se lia d'amitié avec une femme médecin polonaise (Céline) qui savait jouer de son charme pour tromper et amadouer les médecins SS. C'est pourquoi, ensemble, elles firent tout ce qu'elles purent pour modifier les fiches des « malades » du Revier, afin qu'ils ne soient pas sélectionnés : c'est-à-dire utilisés pour toutes sortes d'expérience pseudo-scientifiques, puis gazés et brûlés dans le four crématoire du camp. Ce n'était pas facile à réaliser, car les infirmières SS étaient très sévères, pour ce qui concerne l'entrée des malades au Revier. A. Hautval remarqua aussi que le camp constituait un vrai marché aux esclaves, où les industriels allemands venaient se fournir continuellement, d'une manière éhontée. Les déportés étant réduits à l'état de simples esclaves, de simples marchandises humaines.

A. Hautval fut envoyée ensuite, et pendant un certain temps, au kommando (section de travail excentrée) de Wattenstadt (près de Hanovre) où les déportés s'éreintaient dans une usine de munitions 24h sur 24. Elle essaya donc de soulager la fatigue des déportées, en les faisant passer à tour de rôle au Revier (où elle avait été placée, une fois de plus) pour qu'elles puissent se reposer un peu. Ce qui lui fut violemment reproché par le commandant SS du camp qui trouvait « qu'elle ménageait trop les déportées ».

Finalement, le 29 avril 1945, le camp fut libéré par les

Soviétiques qui furent bien choqués de ce qu'ils découvrirent (ici comme ailleurs en Allemagne occupée). Quant à A. Hautval, elle continua sa « mission » dans le camp libéré, auprès des déportés malades, tout en négociant avec le commandant soviétique, qui faisait d'ailleurs preuve de beaucoup de bonne volonté. C'est ainsi que prit fin son « Expérience Concentrationnaire » en juin 1945 ; ainsi que tout ce qu'elle avait tenté de faire, dans tous les domaines, contre le délire médical des médecins SS, aux dépens de ses camarades déportés.

La force du témoignage

Ainsi A. Hautval a réalisé quelque chose de véritablement exceptionnel et d'unique. C'est pourtant très peu connu du grand public, tout simplement parce qu'elle ne voulut jamais s'en glorifier (il est vrai qu'elle avait vu et vécu tellement d'horreurs...). Elle participa néanmoins à un certain nombre de publications, après 1945, en particulier à celle du Docteur Lettich, en 1946, intitulée « 34 mois dans les camps de concentration » ainsi qu'à l'ouvrage collectif : « les Chambres à Gaz, secret d'État » dans les années 1980. Elle fut également témoin à charge dans différents procès, concernant des médecins SS. Ce fut le cas, vers 1957, au sujet du Professeur Clauberg, qui mourut avant son procès. Ce fut aussi le cas, en 1964 au Royaume-Uni, lors du procès du Docteur Dering, « gynécologue » à Auschwitz au « Blok 10 ». C'est d'ailleurs lors de ce procès qu'elle fit une intervention inoubliable, devant une cour et un public médusés.

Malgré sa modestie et sa discrétion, son action en faveur des déportés et en particulier des Juifs, était arrivée aux oreilles des Israéliens. C'est pourquoi, en 1966, elle fut l'une des premières personnes récompensées du titre de « Juste » par l'État d'Israël. Une récompense qu'elle renvoya, cependant, à la fin des Années 1970, suite au massacre des Palestiniens, dans le Sud-Liban (« Sabra et Chatilah »). ■

L'équipe du lycée Deck de Guebwiller auteure d'un remarquable travail sur Adélaïde Hautval



Ziane Zeyneb, Pauline Feuerstein, Samuel Bossert, encadrés par leur professeur d'histoire-géographie Jean-Luc Chateaudon

Les rendez-vous de l'AMAM

SAMEDI 10 OCTOBRE À 16H30 AU CIDH DE SÉLESTAT (SUITE)

Adélaïde Hautval par Georges Hauptmann, professeur honoraire d'immunologie

Avec beaucoup d'émotion le docteur Georges Hauptmann évoque l'humanisme et l'héroïsme à travers les étapes du parcours de la première femme alsacienne « Juste parmi les Nations ». Il complète ses propos par les documents de l'exposition qui se tient dans les mêmes lieux sous le titre « Adélaïde Hautval : rester humain ».

Montée par Alice Feverot et Christian Krieger, cette exposition est illustrée par des dessins de Yannick Lefrançois dont nous en reproduisons quatre ci-après.



Georges Hauptmann,
professeur honoraire d'immunologie.



Une du journal *Le Matin* annonçant le port de l'étoile jaune obligatoire à compter du 7 juin 1942.



BANALISATION DE L'INCONCEVABLE

“ Les pires sottises, comme les pires atrocités prennent figure de légitimité lorsqu'elles sont pensées, partagées, effectuées par le milieu dans lequel on vit... De consentement en consentement, on atteint l'irréversible déchéance. ”

A. Hautval s'interroge sur les mécanismes qui ont pu rendre l'horreur de la shoah possible. (in *Le vrai visage du procès de Londres*, 1964).



RESPECTER LA VIE D'AUTRUI

“ Nous n'avons pas le droit de disposer de la vie et de la destinée d'autrui. ”

Lorsque le « professeur » Clauberg veut obliger Adélaïde à le seconder dans les expériences médicales, son refus est catégorique. (in *Notes publiées par A. Hautval 40 ans après sa libération*).



CONVICTION

" M. le commandant vous pouvez faire de moi ce que vous voudrez, mais une chose est certaine et vous le savez : de nous deux, le vainqueur ce n'est pas vous. "

Au moment où le commandant SS veut empêcher Adélaïde de soigner les déportés malades, elle lui répond avec aplomb. (Témoignage de Geneviève Leider, rescapée du camp).



LUTTER TOUJOURS

" Notre rôle n'est pas de juger. Mais à nous qui ne savons que trop jusqu'où peuvent mener la volonté de puissance et le mythe de la race supérieure, il appartient de lutter de toutes les forces contre le danger toujours renaissant. "

Article d'A. Hautval intitulé *Le vrai visage du procès de Londres* où elle témoigne lors du procès du docteur criminel Dering.

AVEC LE SOUTIEN DES PRÉSIDENTS DES DEUX DÉPARTEMENTS

Adélaïde Hautval est une figure emblématique de notre territoire alsacien pétri d'humanisme rhénan.

Trop peu connue, son action, qui lui a valu d'être distinguée comme Juste parmi les Nations, est d'une force inouïe qu'il nous est donné de découvrir ici.

Les panneaux de l'exposition — repris dans ce livret à consulter, diffuser et à prêter sans modération — sont autant de témoignages forts d'une vie, mais aussi de paroles ancrées dans une époque sombre que nous ne voudrions plus voir revenir.

C'est bien cela que nous voulons permettre de découvrir, notamment aux élèves des collèges alsaciens, en prenant notre part de mission éducative qui nous est confiée.



Car, oui, la valeur de tout être humain est inestimable. Et l'époque dans laquelle nous vivons a besoin de se souvenir de tout engagement contre le racisme, l'antisémitisme et toutes les formes de haine de l'autre.

Puisse cette exposition et les pages qui suivent contribuer à la promotion d'un meilleur Vivre ensemble.

Frédéric Bierry, *président du Conseil Départemental du Bas-Rhin*
Brigitte Klinkert, *présidente du Conseil Départemental du Haut-Rhin*



LE CENTRE INTERNATIONAL D'INITIATION AUX DROITS DE L'HOMME

*nous invite à la commémoration du
75^{ème} anniversaire de la libération des territoires
et de la fin des camps nazis.*

« Si jamais tu en sors, tu raconteras toute l'horreur qu'on a vécu... »

Lors de l'inauguration des nouveaux panneaux préparés par les élèves du collège de La Broque le 12 septembre 2020, Pierre Rolinet ancien déporté au Struthof (à droite sur la photo) a adressé un message fort à la quarantaine de jeunes présents devant la gare de Rothau avec leurs enseignants:

« Avec les copains au camp, on se disait : Si jamais tu en sors (on n'y croyait pas) tu raconteras toute l'horreur qu'on a vécu. À 98 ans, je continue à aller dans les classes pour transmettre un peu l'esprit de fraternité qu'on avait entre nous, malgré tout. Ça me permet de vieillir avec un but humain. À vous les jeunes de ne pas oublier, de garder les yeux ouverts et de transmettre à votre tour... »

C'est dans cet esprit de transmission de la mémoire et de prévention des crimes contre l'humanité que le CIDH avait créé en 2006 un « Chemin de la mémoire et des droits de l'Homme » avec une vingtaine d'étapes liés au camp nazi du Struthof. Pour commémorer le 75^{ème} anniversaire de la libération des territoires et des camps, 3 temps forts vous sont proposés :

*** Le 15 NOVEMBRE 2020, à la salle des TANZMATTEN de Sélestat**, une journée complète dédiée à l'histoire et à la mémoire avec un programme dense de témoignages, d'expositions, d'échanges pédagogiques et de spectacles (voir programme de la journée ci-contre).

*** Une exposition « ADELAÏDE HAUTVAL – RESTER HUMAIN » au CIDH à Sélestat ouverte au public du 10 octobre au 30 novembre 2020** avec une inauguration le 10 octobre à 16h suivie d'un **CAFÉ D'HISTOIRE DÉCENTRALISÉ** animé par **Marcel Spisser**, président des Amis du Mémorial Alsace Moselle et l'intervention du professeur **Hauptmann**, co-auteur de la biographie d'Adélaïde Hautval.

*** Une ACTUALISATION DU CHEMIN DE LA MÉMOIRE ET DES DROITS DE L'HOMME** avec son sous-titre : **Un parcours européen pour la paix et la prévention des crimes contre l'humanité**. Des panneaux renouvelés et un livret d'accompagnement donneront une visibilité importante pour continuer le travail de mémoire et de transmission de l'histoire.



En attendant le café d'Histoire devant le CIDH.

QUI SOMMES-NOUS ?

Le Centre International d'Initiation aux Droits de l'Homme (CIDH) est une association créée en 1997 à Sélestat. Elle est reconnue d'utilité publique, avec un agrément Éducation Nationale, Jeunesse Éducation Populaire et UNESCO.

Centre pédagogique de ressources, il propose ouvrages, jeux, expositions, centrés sur les droits humains et l'aide au développement de projets d'éducation citoyenne. Les 3 missions principales qui guident les actions et les activités du CIDH sont présentées dans une plaquette et sur le site internet : <http://cidh67.net>

Programme de la journée du 15 novembre aux Tanzmatten à Sélestat :

9h30 - 10h00	Accueil Inauguration de la journée
10h30 - 11h00	Mémoires locales de Sélestat, en particulier sur la libération de Sélestat , présentées par Gabriel Braeuner, président de la Bibliothèque Humaniste
11h00 - 12h00	Table ronde animée par Marcel Spisser, Président du Mémorial d'Alsace-Moselle autour de 4 auteurs invités qui parleront de leur livre : - Anne Marie Wimmer chevalier des Arts et des Lettres, pour ses ouvrages consacrés à Laure Diebold-Mutschler et Yannick Themerlé, directeur d'école à HIndisheim pour les dessins et travaux sur « Mado » (Laure Diebold) - Marie Josée Masconi , présidente de l'AFMD 67 pour « La longue nuit de Lucie » - Georges Hauptmann professeur d'immunologie en retraite pour Adelaïde Hautval « Rester Humain » - Robert Steegmann, président du Conseil scientifique du CERD pour sa contribution scientifique à la BD « Un été en enfer ».
12h00 - 13h30	Pause de midi, petite restauration (sur réservation) Visites commentées de l'exposition sur Adélaïde Hautval .
13h30 - 14h30	Paroles de jeunes : présentation par des élèves de lycées, collèges et primaires de leurs travaux réalisés sur cette période en particulier dans le cadre de la préparation du CNRD 2019-2020 – Concours national de la résistance et la déportation.
14h30 - 14h45	Présentation actualisée du Chemin de la mémoire et des Droits de l'Homme et du nouveau livret d'accompagnement. Présentation du «Label du Patrimoine européen » décerné au Struthof, tunnel d'Urbès (68) et fort Queuleu Metz (57)
15h00 - 16h00	Oratorio « Un autre jour sans vent » d'après la Douleur de Marguerite Duras par la Cie Échographe de Strasbourg.
16h00 - 16h30	Échanges avec le public, les comédiennes de la Cie ÉchoGraphe et Daniel Lemler, psychanalyste, sur le thème « le retour des camps, les traumatismes et leurs traces »
16h30 - 17h00	Pause- café
17h00 - 18h00	Projection du film « La voix du rêve » réalisé en 2019 au Struthof
18h30	Clôture de la journée

Un livret d'accompagnement du chemin de la mémoire et des droits de l'Homme.

Pour développer le rayonnement du Chemin de la Mémoire et des droits de l'homme et confirmer sa dimension européenne, le CIDH avec ses partenaires a conçu et édité un livret bilingue de 40 pages « Chemin de la mémoire et des droits de l'Homme » avec comme sous-titre : « Un parcours européen pour la Paix et la prévention des crimes contre l'humanité ».

Sur chaque station de ce chemin, un QR Code permet d'accéder à un complément d'information et à des liens internet avec nos partenaires.

Ce livret sera diffusé à tous les partenaires, collectivités et offices de tourisme à partir de novembre 2020 et sera accessible sur le site internet du CIDH.

Nous reviendrons sur ce livret dans le prochain numéro.



Chemin de la mémoire et des droits de l'homme, S. Kuntz

Le service éducatif du Mémorial Alsace-Moselle prépare actuellement deux nouveaux ateliers.

- * Le premier d'entre eux, destiné aux collégiens et lycéens, sera consacré au camp de sûreté de Schirmeck-La Broque. À partir de documents et de témoignages inédits à visionner à et à écouter, les élèves, par groupes, pourront ainsi aborder différentes thématiques telles que l'évolution du camp, l'architecture du camp, les causes de l'internement, l'administration, le quotidien des détenus, les Kommandos, l'infirmerie et les expériences médicales.



Gardiens et prisonniers à Riedweg



Affiche de propagande nazie

- * Le second atelier, destiné lui aux élèves de primaire, abordera la propagande nazie par l'affiche. Il propose la lecture approfondie d'une affiche devenue le symbole de la nazification de l'Alsace. Les élèves devront repérer les objets, les symboles et les mots utilisés afin de mieux comprendre le sens général et implicite d'un objet produit par un régime totalitaire et placé au service d'une idéologie.

L'Histoire hors les murs

Auréline et Noémie, deux sœurs, l'une en service civique et l'autre stagiaire au Mémorial ont, pendant le confinement, décidé de monter un projet de vidéos évoquant certains moments-clés de l'histoire de l'Alsace-Moselle.

Elles racontent cette expérience : « Cette idée venait du besoin de garder un contact avec le public malgré la fermeture temporaire du Mémorial. La mise en place et le temps d'exécution nous ont malheureusement empêchés de sortir ce projet pendant cette période. La diffusion des vidéos a finalement été reportée.

Les vidéos abordent 2 thèmes distincts : l'enfance pendant la Seconde Guerre Mondiale et les Malgré-elles.

Les vidéos sont illustrées avec des images d'archives. Le premier travail, après la définition des contours des sujets, a été de se documenter et de constituer une bibliographie. Par la suite, il a fallu sélectionner les archives iconographiques nécessaires à la réalisation des vidéos. Nous avons puisé une partie de ces documents dans le fonds d'archives du Mémorial. Pour les documents manquants, nous avons contacté différentes institutions alsaciennes et mosellanes pour leur demander de nous communiquer certains documents.

Par ailleurs une convention de partenariat a été signée entre le Mémorial et le Musée Tomi Ungerer.

Une fois les textes écrits, nous avons commencé à travailler sur des *storyboards*, puis les animations. Ces vidéos sont un mélange de *motion design* et d'animation 2D. Les vidéos seront publiées sur les réseaux sociaux du mémorial, avec la contrainte d'opter pour un format très court. Elles seront ensuite postées sur le site internet du Mémorial afin de servir de support pédagogique. » ■

Auréline et Noémie



Auréline et Noémie au Mémorial

« Quand la musique rejoint l'Histoire »

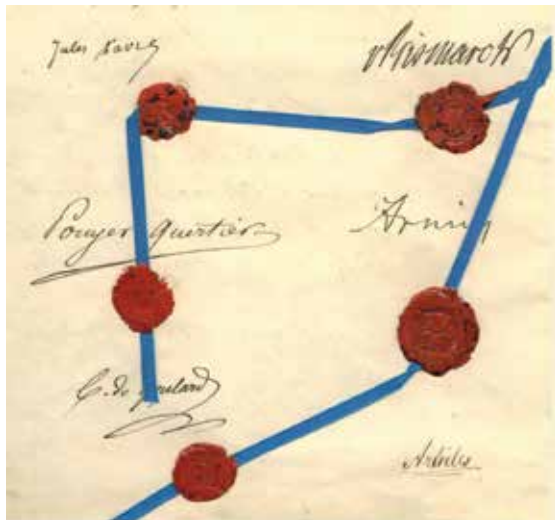


Concert au Mémorial

Cette année, dans le but de soutenir le monde de la culture en permettant à des formations musicales de jouer dans des lieux culturels, la Région Grand Est a mis en place le Grand Est'ival. C'est dans ce cadre que le Forum Voix Étouffées a intégré le dispositif et ainsi a proposé d'inclure la Vallée de Bruche dans sa tournée de concerts. Leur programme, *Jewish Destinies*, a rendu hommage à des compositeurs juifs promus à un grand avenir sur la scène musicale européenne avant l'arrivée du nazisme au pouvoir et coupés dans leur ascension. Ces victimes du Troisième Reich laissent derrière elles de magnifiques compositions qui, grâce à l'action du Forum Voix Étouffées, ne tomberont pas dans l'oubli.

Le 19 juillet dernier, un trio, composé de Erminie Blondel (Mezzo-soprano) Thomas Tacquet-Fabre (piano) et Miho Hakamada (Saxophone) ont donné deux concerts au Mémorial Alsace-Moselle et sur le site de l'ancien camp de concentration de Natzweiler. Les musiciens ont interprété des extraits de six compositeurs juifs. Quel bonheur après des mois de confinement, de retrouver le public pour communier sur un thème commun dans un cadre idyllique sur le belvédère du Mémorial. Le 24 juillet c'est le groupe FAENZA qui a enchanté le paysage par un programme original de musique baroque sous le titre « Voûtes et volutes ». ■

Sabine Bierry



Les sceaux du traité de Francfort, qui a donné l'Alsace-Moselle au Reich allemand en 1871.



Monument funéraire par A. Bartholdi au cimetière du Ladhof à Colmar, en souvenir de 2 gardes nationaux tués pendant la guerre.

-> Jeudi 14 janvier

* 13h00 ACCUEIL

* 14h30 OUVERTURE

Jean Rottner, président de la Région Grand Est

Jean-Pierre Rioux, *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*

* 14h45 CONFÉRENCE INAUGURALE : Le présent d'un passé

Étienne François

* 15h30 LA MÉMOIRE À L'EST

Sous la présidence de Serge Barcellini

À l'origine du Souvenir Français

La protestation des 107 et ses suites

Serge Barcellini
Fabien Conord

* 17h00 PAUSE

* 17h30 Maurice Barrès, de la Lorraine au Rhin Le droit local aujourd'hui en Alsace-Moselle

Michel Leymarie
Éric Sander

* 19h00 PAUSE

* 20h30 SOIRÉE

L'image de cinéma et de télévision

Projection de *Boule de Suif* (1945) de Christian-Jaque

Michel Cieutat

-> Vendredi 15 janvier

* 9h00 L'ÉVÈNEMENT EUROPÉEN Sous la présidence de Martine Segalen

1870 dans l'évolution des armées contemporaines
De Sedan à Roncevaux

Xavier Boniface
Anne-Marie Thiesse

* 10h30 PAUSE

La guerre de 1870 dans l'histoire allemande
L'absente d'Europa. Notre histoire

Jakob Vogel
Thomas Serrier

* 12h00 PAUSE

* 13h30 REPRÉSENTATIONS Sous la présidence de Charles Personnaz

Le moment Detaille
La Neustadt dans l'histoire et la mémoire de Metz

François Robichon
Pierre Maurer et
Christiane Pignon-Feller

* 15h00 PAUSE

* 15h30 1870, une géographie mémorielle du Grand Est

Jean-Paul Amat

ENVOI

Quand la Patrie est en danger...

Michel Bernard

* 17h00 CLÔTURE

Cette Rencontre peut néanmoins être reportée si les conditions sanitaires l'exigent.

COMMENT S'INSCRIRE ?

La participation à la Rencontre des Mémoires est entièrement gratuite. Néanmoins, pour en faciliter l'organisation, nous vous serions reconnaissants de vous inscrire pour le 3 janvier 2021.

• SOIT SUR LE SITE :

www.grandest.fr/rencontre-memoires

• SOIT EN ENVOYANT UNE FICHE RÉPONSE SUR LE MODÈLE CI-DESSOUS À :

Philippe Schuhler
AMAM
4, rue des Tonneliers
67650 DAMBACH-LA-VILLE

M / Mme

Adresse

Téléphone

E-mail

Participera à la Rencontre des Mémoires

☐ Le 14 janvier

☐ Le 15 janvier matin- ☐ après-midi

> Soit pour les enseignants qui s'inscrivent dans le cadre du PAF, suivre la démarche habituelle en s'inscrivant au rectorat.



Gravure représentant le centre de Strasbourg lors du bombardement du 24 août 1870. Autour de la place Kléber sont notamment en flammes l'Aubette (à gauche) qui abrite le musée des Beaux-Arts, et la bibliothèque du Temple-Neuf (au fond).

LES INTERVENANTS :

Jean Rottner (photo DNA) et Jean-Pierre Rioux



Jean-Paul Amat

Professeur émérite à Sorbonne Université, président de la Société des amis du Musée de l'Armée. Géographe, a publié notamment *Les forêts de la Grande Guerre. Histoire, mémoire, patrimoine* (PUPS).

Serge Barcellini

Contrôleur général des Armées, président du Souvenir Français. Spécialiste de la mémoire des guerres, a été chargé de mission aux Anciens Combattants, à l'ONAC et en Lorraine. A récemment publié, avec Hannah Brown, *Le Souvenir français* (NANE).

Michel Bernard

Écrivain et historien à Bar-le-Duc. Vient de publier *Hiver 1814. Campagne de France* (Perrin) après, à La Table Ronde, *Le Bon Sens* et *Le Bon Cœur* sur Jeanne d'Arc, *Pour Genevoix* sur Verdun, *Le Corps de la France* et *Mes Tours de France*.

Xavier Boniface

Professeur d'histoire contemporaine à l'université de Picardie Jules Verne. A publié *Histoire religieuse de la Grande Guerre* (Fayard) et « De la défaite militaire de 1870-1871 à la nation armée de 1914 » dans Hervé Drévilion et Olivier Wieviorka (dir.) *Histoire militaire de la France*, t. 2 (Perrin).

Michel Cieutat

A été enseignant-chercheur à l'université de Strasbourg. Spécialiste d'histoire du cinéma français et américain, critique à *Positif* et *CinémaAction*. Il a notamment publié sur Capra, Scorsese, Hollywood, ses vedettes et, récemment, *Haneke par Haneke* (Stock).

Fabien Conord

Professeur d'histoire contemporaine à l'université Clermont Auvergne. A publié, entre autres, *La France mutilée. 1871-1918, la question de l'Alsace-Lorraine* (Vendémiaire) et *La terre des autres. Le métayage en France depuis 1889* (Éditions du Bourg).

Étienne François

Professeur émérite à l'université Paris-Panthéon Sorbonne et l'université libre de Berlin. A récemment dirigé, avec Thomas Serrier, *Europa, notre histoire* (Les Arènes et Flammarion) et, avec Hagen Schulze, *Mémoires allemandes* (Gallimard).

Michel Leymarie

Historien de la politique et la culture en France, notamment sous la III^e République. Il a publié sur les frères Tharaud, Albert Thibaudet, l'Action française, l'histoire des intellectuels et il travaille à une biographie de Maurice Barrès.

Pierre Maurer

Spécialiste de l'histoire des architectures et de l'aménagement urbain, maître de conférences associé à l'École nationale d'architecture de Nancy. A notamment publié *Metz au temps de l'Art déco. Urbanisme et architecture, 1919-1939* (Serge Domini).

Christiane Pignon-Feller

Docteur en histoire de l'art. A notamment publié *Metz. L'annexion en héritage* (Gérard Klopp).

François Robichon

Professeur d'histoire de l'art à l'université de Lille. Spécialiste de l'histoire de la peinture de la guerre, a publié entre autres Édouard Detaille. *Un siècle de gloire militaire* (Giovanangelli) et *L'armée française vue par les peintres, 1870-1914* (Herscher).

Éric Sander

Juriste à l'université de Strasbourg, secrétaire général de l'Institut du droit local alsacien-mosellan. A dirigé, avec Jean-Marie Woehrling, le *Code du droit local alsacien-mosellan* (LexisNexis).

Martine Segalen

Ethnologue et sociologue, professeur émérite à l'université Paris Nanterre. A récemment publié *Rites et rituels contemporains* (Armand Colin) et *Les enfants d'Achille et de Nike. Éloge de la course à pied ordinaire* (Métailié).

Thomas Serrier

Professeur à l'université de Lille. Spécialiste de l'histoire culturelle de l'Allemagne contemporaine, des nations et des identités frontalières en Europe. A

dirigé, avec Étienne François, *Europa, notre histoire* (Les Arènes et Flammarion) et *Lieux de mémoire européens* (La Documentation française).

Anne-Marie Thiesse

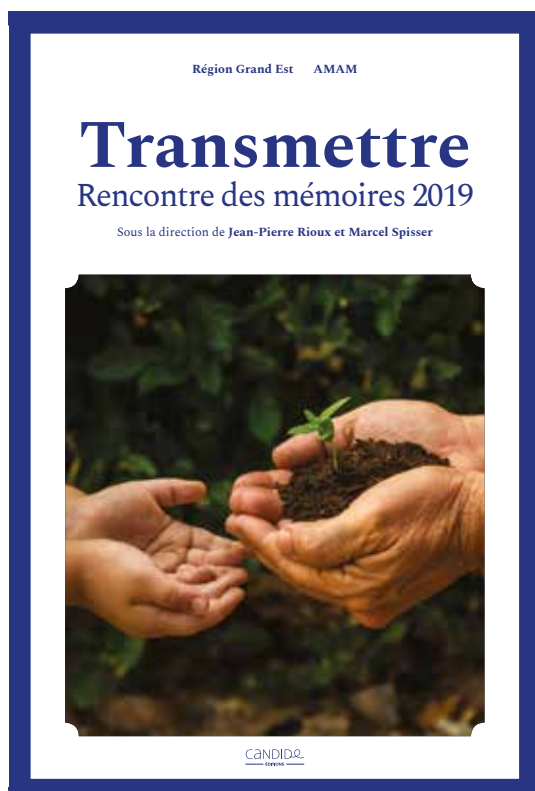
Directrice de recherche au CNRS, spécialiste d'histoire culturelle. Auteure notamment de *La création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle* (Le Seuil) et, tout récemment, *La fabrique de l'écrivain national. Entre littérature et politique* (Gallimard).

Jakob Vogel

Directeur du Centre Marc Bloch de Berlin. A occupé la chaire d'histoire contemporaine de l'Europe à Sciences Po Paris. Spécialiste de l'histoire de la nation et de l'histoire coloniale en Europe du XVIII^e siècle à nos jours.



Les Actes de la Rencontre des Mémoires 2019 sont parus.



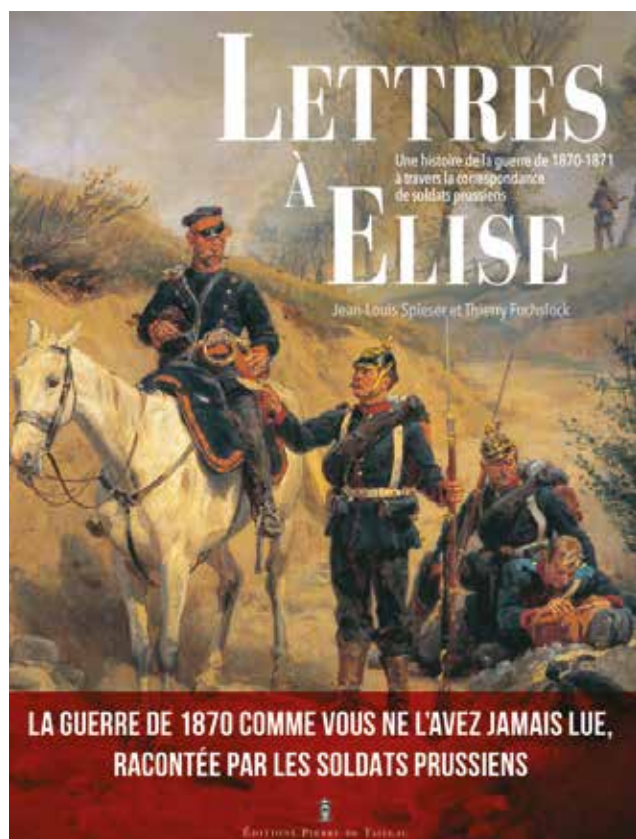
Commandez le livre - 25€ (port compris)
à Philippe Schuhler
4, rue des Tonneliers
67650 Dambach-la-ville.

Sommaire

- 8 - Transmettre, pourquoi et comment ?
Jean-Pierre Rioux
- 14 - Ce que nous dit le Centenaire de la Grande Guerre
Joseph Zimet
- 29 - Milou en mai ou l'art d'interloquer
Michel Cieutat
- 40 - L'héritage, un bien comme un autre ?
Anne Gotman
- 53 - L'héritage catholique : seulement un patrimoine ?
Guillaume Cuchet
- 63 - Passé, présent et devenir du patrimoine immatériel
Christian Hottin
- 73 - L'Œuvre Notre-Dame de Strasbourg
Éric Fischer
- 82 - Mémoires plurielles en Champagne
Aurélien Melin
- 85 - L'immatériel et le matériel en Lorraine du fer
Pascal Raggi
- 90 - Une affaire de famille, entre individualisme et outils tactiles
Martine Segalen
- 102 - Instruire, transmettre
Dominique Ottavi
- 119 - Quelle histoire de France enseigner ?
Dominique Borne
- 132 - L'ancien et le nouvel esprit de défense
Monique Castillo
- 143 - L'ambition nationale : vingt remarques
Gil Delannoi
- 153 - Être solidaire
Marie-Claude Blais
- 168 - Le fil des générations
Jean-François Sirinelli
- 176 - La question laïque dans la France contemporaine
Philippe Portier
- 196 - Que sont devenues les Lumières ?
Philippe Raynaud

La guerre de 1870-1871 vue à travers la correspondance de soldats prussiens.

À l'occasion du 150^{ème} anniversaire de la guerre de 1870-1871 qui a marqué, entre autres, l'histoire de l'Alsace et de la Moselle, Jean-Louis Spieser et Thierry Fuchslock publient des lettres de soldats prussiens issues du fonds de la bibliothèque universitaire de Bonn (Universitäts- und Landesbibliothek Bonn).



Lettres à Elise : une histoire de la guerre de 1870-1871 à travers la correspondance de soldats prussiens.
Jean-Louis Spieser, Thierry Fuchslock, éditions Pierre de Taillac.

La constitution du fonds de la **Universitäts- und Landesbibliothek Bonn**.

En 1910, Edgar von Ubisch (1848-1927) directeur du Zeughaus de Berlin, l'ancien arsenal militaire transformé en musée historique à la gloire de l'armée prussienne, faisait paraître dans le journal « *Die Grenzboten* » un article intitulé « Lettres et journaux intimes du peuple allemand en temps de guerre » dans lequel il lança l'idée d'une collecte sur tout le territoire prussien de lettres et de journaux de combattants; il visait toutes les guerres antérieures, tout en sachant que ce seraient essentiellement des documents de celle de 1870 qu'on était

susceptible de lui envoyer. Selon lui, ce matériau permettrait de cerner le vrai état d'esprit de la population. Il insistait sur l'urgence de la démarche car chaque jour qui passait était susceptible de faire disparaître un des précieux témoignages. Devant l'ampleur de la tâche, il précisait que l'idéal serait de bénéficier du concours des autorités, pour que dans tout le pays les établissements chargés de conserver les archives soient mis à contribution pour centraliser les courriers de guerre.

L'article suscita l'intérêt du ministère prussien des affaires culturelles, qui donna son accord pour apporter son aide logistique à une action saluée non seulement pour son caractère historique et culturel, mais aussi clairement pour sa dimension patriotique.

Restaient à déterminer les lieux de collecte dans toute la Prusse. Ce fut chose faite avec le décret du 22 août 1911 qui désignait 12 bibliothèques universitaires royales, celles de Berlin, Königsberg, Dantzig, Greifswald, Posen, Breslau, Halle, Göttingen, Kiel, Münster, Marbourg et Bonn, correspondant aux 12 provinces de la Prusse. L'appel fut relayé par la presse et par les associations de toutes sortes. La collecte s'étala sur 3 années jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale.

La récolte fut fructueuse puisqu'un inventaire du 2 octobre 1914 recensait à Bonn 2833 documents, dont plus des trois quarts dataient de la guerre de 1870-1871.

En 2012, la bibliothèque de l'université de Bonn en commença la numérisation et la mise en ligne sur son site <http://digitale-sammlungen.ulb.uni-bonn.de>. C'est à partir de cette collection que mon ami et collègue Jean-Louis Spieser, professeur de français à la retraite, a débuté un minutieux travail de sélection et de traduction en 2016.

Le fonds de la **Universitäts- und Landesbibliothek Bonn**, un objet d'étude historique.

Lorsqu'au début de l'année 2018, Jean-Louis Spieser m'a contacté pour me faire part de sa précieuse découverte, j'ai senti chez lui l'envie de partager ses émotions et son enthousiasme. L'idée de rendre accessible à des lecteurs

francophones des lettres de soldats prussiens de la guerre de 1870-1871 a tout naturellement suscité mon intérêt d'historien. En lisant les premières lettres, j'ai été marqué par leur fort potentiel factuel et émotionnel, mais aussi par le regard particulier porté sur la France et les Français de la fin du XIX^e siècle. Quelle formidable opportunité de saisir ce conflit du point de vue allemand ! De plus, la guerre franco-allemande, trop souvent occultée par la Grande Guerre, pouvait trouver un nouvel éclairage à l'approche de son 150^{ème} anniversaire. C'est ainsi que je me suis lancé dans l'aventure, sans ignorer les défis qui se présentaient à nous.

Le premier d'entre eux fut de trouver la meilleure façon d'organiser ces nombreuses missives écrites sur des théâtres d'opération très divers. Le choix d'un classement thématique, privilégiant une couverture géographique et chronologique du conflit, s'est progressivement imposé.

Le deuxième défi a été d'opérer une sélection des missives. Il s'agissait d'appréhender le conflit dans toutes ses dimensions, tout en évitant les répétitions dans les descriptions et les thématiques abordées. S'ensuivirent d'intenses réflexions afin de déterminer les lettres à valider, les passages à mettre en lumière et ceux à retirer.

Notre objectif était de couvrir l'ensemble de la guerre de l'été 1870 au printemps 1871 sur l'ensemble des théâtres d'opération (un grand tiers nord-est de la France !).

Peter Grebel : un acteur de la guerre de 1870-1871 et un observateur de la France.

Parmi les 246 lettres finalement sélectionnées pour être publiées, 27 ont été écrites par un certain Peter Grebel, âgé de 31 ans, à sa fiancée Elise. Ces dernières ont donné le nom à l'ouvrage, avec un clin d'œil au compositeur Beethoven, lui-même né à Bonn exactement 100 ans auparavant.

Peter Grebel est un des acteurs et témoins de la guerre franco-allemande. Ses lettres, écrites entre juillet 1870 et mars 1871, livrent, au-delà d'une correspondance intime entre deux amoureux, une description et une interprétation particulière des événements vécus et des lieux traversés.

Dans de nombreuses lettres, Peter Grebel aime tout d'abord à rappeler son appartenance à la *Landwehr* correspondant à des troupes d'occupation, contrairement à l'armée régulière chargée de mener les batailles et de conquérir les territoires.

Les premières lettres écrites depuis l'Allemagne permettent de saisir les modalités quelque peu chaotiques de la mobilisation de Peter Grebel.

C'est le 21 août 1870 qu'il arrive en Alsace. Dans sa lettre du 22 août il livre ses premières impressions sur la région et sur l'état de l'armée française et de certaines de ses unités, en particulier sur les *Turcos*¹, que la résistance lors de la bataille de Woerth-Froeschwiller a rendus célèbres : « *Ce matin, nous avons croisé tout un convoi de Français grièvement atteints. Presque toutes les armes y étaient représentées, mais, à la vue des Turcos, on ne peut pas s'empêcher de ressentir un sentiment de*



Un blessé français porté par un zouave : illustration émouvante de la débâcle française et de la fraternité d'armes, par Paul Grolleron (1893).

¹ Surnom donné aux tirailleurs algériens (pendant la guerre de Crimée) puis à l'ensemble des soldats recrutés dans les colonies françaises d'Afrique du Nord.

répulsion. C'est une infamie d'avoir à se battre contre une telle vermine ! On parle toujours encore un bon allemand ici, ce qui est très agréable, mais je suis d'avis que les gens sont terrorisés par les Prussiens car, ce matin quand de bonne heure nous avons traversé des villages, nous n'avons presque pas vu âme qui vive. Demain, nous marcherons plus avant, mais Dieu seul sait où nous arriverons. J'ai bien l'impression que nous allons tout à coup nous retrouver devant Paris sans même nous en apercevoir ! ».

À partir du 22 août 1870, Peter Grebel fait partie des troupes qui assiègent Strasbourg. Les sept lettres de Grebel, rédigées entre le 22 août et le 1^{er} octobre 1870, permettent d'une part de cerner la stratégie allemande, d'autre part d'appréhender les conséquences du siège. La stratégie allemande consiste à mener un siège, pour économiser les vies humaines, tout en envisageant l'assaut des fortifications grâce à l'aménagement de boyaux et de parallèles que Grebel décrit de la manière suivante : *« Il s'agit de larges fossés de 4 pieds de profondeur où peuvent passer des canons. Au front, devant l'ennemi, il y a un remblai de terre de 10 pieds et on y est très bien protégé. Ces fossés, qu'on appelle aussi les parallèles, courent maintenant tout autour de la ville ; le premier se trouve à 600 pas, le deuxième à 300 et le troisième, qui est encore en chantier, est à 150 pas du rempart. »*

Grebel reste stationné devant Strasbourg jusqu'à la capitulation de la ville, le 28 septembre 1870. Dans sa lettre du 1^{er} octobre, il constate l'état de désolation de la ville et de la cathédrale en particulier : *« Dans toute la ville, quasiment aucune maison qui n'ait subi des dégâts. Des rues entières détruites à ras du sol par des bombardements ou des incendies. Je suis retourné en ville un autre matin et cette fois-là, j'ai réussi à monter dans la tour de la cathédrale. De cet endroit j'ai pu dominer d'un seul regard toute la désolation environnante. Le toit de la cathédrale est intégralement détruit par le feu et l'escalier à l'intérieur de la tour a été bombardé. »*

Le transfert vers la région parisienne, le 13 octobre 1870, dans le cadre général d'un déplacement du théâtre des opérations de la France de l'Est vers Paris et le centre de la France, constitue pour Grebel le début d'une nouvelle phase.

De novembre 1870 à janvier 1871, Peter Grebel se trouve engagé dans de nombreuses opérations à l'ouest de Paris. Les déplacements sont très nombreux (Évreux, Dreux, Chartres etc.) afin de maintenir l'initiative face à des Français très imprévisibles, notamment dans le cadre de la campagne de la Loire. La *Landwehr*, accompagnée d'unités d'artilleurs, est chargée de « *débusquer* » de « *harceler* » et de neutraliser les troupes françaises, ainsi que de « *nettoyer* » la région des francs-tireurs qualifiés de « *gens dépourvus de toute formation militaire, mûrs*

pour la prison où, par le passé, ils ont déjà effectué plusieurs séjours. ». Les francs-tireurs mettent les nerfs des soldats allemands à rude épreuve. Le 26 novembre 1870, par exemple, le bataillon de Grebel est attaqué à Blaru, entre Évreux et Mantes-la-Jolie, par « 2000 hommes » principalement des francs-tireurs. L'imprévisibilité et le caractère peu conventionnel des actions de ces hommes en armes entraînent des actions de représailles de la part des Allemands, comme par exemple la mise à sac ou l'incendie de villages de l'ouest parisien.

Le 18 janvier 1871, il est le témoin à Versailles d'« *un jour mémorable (...). En plein théâtre de la guerre, dans la ville de résidence de l'ennemi vaincu, devant le siège grandiose de Paris, le roi, commandant en chef des armées allemandes, est proclamé empereur allemand. C'est vraisemblablement un événement unique dans l'Histoire. »* À partir de la signature de l'armistice, le 28 janvier 1871, et jusqu'au mois de mars, Grebel est stationné à Nanterre. De là, il observe l'évolution de la situation dans la capitale française : les Parisiens, en proie à la pénurie, tentent de sortir de la ville ; les trafics en tout genre se développent. Grebel et ses compagnons d'armes de la *Landwehr* sont chargés de contrôler les entrées et sorties de la ville.

Dans sa dernière lettre, datée du 5 mars 1871, Grebel évoque la tension croissante dans Paris qui préfigure la Commune.

Au-delà des considérations militaires, les lettres de Peter Grebel permettent également de saisir un certain regard porté sur la France, pays pour lequel il fait preuve de beaucoup de curiosité.

Il s'amuse de la difficulté d'écrire correctement les noms des villes et villages qu'il traverse. « *On a beau faire, il y a une malédiction quand il faut prononcer des bribes de langue welche* » confie-t-il le 5 novembre dans une lettre écrite depuis « *Sängsier* » (c'est-à-dire Saint-Cyr). « *St Germaine* » pour Saint-Germain-en-Laye, ou « *Mont valerrie* » pour le Mont Valérien, sont autant de défis orthographiques pour lui.

Peter Grebel profite de son périple pour découvrir, avec un plaisir certain, les hauts lieux du patrimoine français. Le 5 novembre 1870, il visite les jardins et l'intérieur du château de Versailles, transformé en hôpital militaire, et s'extasie devant « *tant de beauté* ». Dans sa lettre du 30 janvier 1871, les environs de Paris sont décrits ainsi : « *Les environs de Paris sont enchanteurs et possèdent le don de pouvoir vous faire oublier ce qui vous manque. Sur une distance de 5 à 6 heures, on voit un château après l'autre et des résidences d'été les unes plus belles que les autres. Pour peu on aurait cru que les Parisiens avaient voulu construire leur ciel sur terre.* » L'expression populaire allemande « *Leben wie Gott in Frankreich* » (vivre



Tableau d'Anton von Werner représentant la proclamation de l'Empire allemand le 18 janvier 1871 dans la galerie des Glaces du château de Versailles. Guillaume 1^{er} est sur l'estrade avec, à sa gauche, le grand-duc de Bade qui vient de le proclamer empereur allemand. Bismarck est en face de lui, en uniforme blanc. Peter Grebel assistait à cette cérémonie.

comme Dieu en France) synonyme de richesse et d'un certain sens du savoir-vivre attribué à la France et à ses habitants, prend ici tout son sens. Elle revient dans de nombreux courriers du recueil.

Mais c'est également un pays touché par les conséquences humanitaires et économiques de la guerre que Grebel décrit dans ses lettres. C'est avec un œil avisé, parfois empreint d'empathie, qu'il observe la situation en France. Il s'inquiète des difficultés que le pays aura à surmonter une fois la guerre terminée : « *La France est un pays riche, mais les plaies de cette guerre ne cicatriseront pas de sitôt* ».

Peter Grebel est l'un des 112 auteurs des missives qui composent l'ouvrage.

Au-delà de leur intérêt historique, ces lettres permettent une plongée dans l'expression de sentiments humains très divers : l'exaltation nationaliste, bien sûr, mais aussi la peur, la haine, la compassion, l'amour, l'espoir, et bien d'autres qui montrent qu'au-delà d'un contexte historique bien particulier, l'humanité est animée de forces qui s'inscrivent dans la continuité.

Lorsque ces lettres ont été écrites, les auteurs ne se doutaient pas du destin qu'elles connaîtraient. Aujourd'hui, elles nous permettent de mieux comprendre une période troublée qui a non seulement marqué l'histoire de la

France et de l'Allemagne mais aussi, entre les deux, celle de l'Alsace et de la Moselle et, au-delà, celle de l'Europe. ■

Thierry Fuchslock,
professeur agrégé d'histoire-géographie en section
Abibac au Lycée Bartholdi de Colmar (Haut-Rhin)



Le clocheton de la flèche de la cathédrale tordue par la batterie prussienne, le 25 septembre 1870. Photos Charles Winter.

La défaite de la France en 1940 n'était pas inéluctable.

Non, il n'était pas écrit que la France « en retard d'une guerre » la perdrait et surtout de cette manière, en quelques jours seulement. Quatre articles seront consacrés à cette question pour rappeler les occasions perdues dont la plupart à la charge de la France, de la déclaration de la guerre en septembre 1939 à la capitulation de juin 1940.

Le premier est consacré à ce qu'on appela « la drôle de guerre » en France, le « Sitzungskrieg » chez les Allemands, où à deux reprises le cours des choses aurait pu changer. Mais avant de commencer, il est nécessaire de rappeler la situation du pays au moment où commence la guerre.

La France était-elle prête en 1939 ?

En attaquant la Pologne le 1^{er} septembre 1939, Hitler perd son dernier coup de bluff. Trois jours plus tard les grandes démocraties, le Royaume Uni puis la France, lui déclarent la guerre après l'avoir laissé déchirer feuille à feuille le Traité de Versailles depuis 1936 sans intervenir. Dans sa directive du 31 août, Hitler avait demandé que l'on laissât aux deux pays l'initiative des hostilités¹.

La guerre est devenue européenne et déjà mondiale par leurs empires coloniaux. Mais la France, elle, qui avait fini par accepter à reculons d'honorer ses engagements envers la Pologne était-elle prête ? Devait-elle perdre la guerre, elle qui possédait encore en 1939, avec ses alliés, une force égale voire supérieure, même si son armement présentait des lacunes ? La réponse est clairement non selon l'avis général, y compris celui du haut commandement allemand. Le général Weygand exprima le 2 juillet 1939 sa confiance dans l'armée, en son moral, en la qualité de son haut commandement, en celle de son armement et de ses fortifications. Moins d'un an plus tard, lorsque la défaite est en vue, que les erreurs commises par l'État-major et les mauvais choix en matière d'armement, de stratégie et de tactique sont évidents, Pétain et Weygand déclarent que la France n'aurait pas dû déclarer la guerre car non préparée pour la mener victorieusement ! Que faut-il en penser ?

La France était-elle en retard d'une guerre ?

Certes le pays avait commencé à réarmer tardivement lorsque dès 1938 le risque de guerre s'avéra réel avec la politique expansionniste hitlérienne. Les crédits militaires qui étaient de près de 14 milliards en 1934 passèrent à 25,5 milliards en 1938 et à 78 milliards en

1939. La France ne semble nullement démunie avec ses près de 5 millions d'hommes soit 86 divisions, mais avec 10 seulement d'active, 12 brigades mais seulement 3 millions de fusils ; c'était 112 divisions avec les Anglais qui commencent seulement leur conscription. L'Allemagne pouvait aligner, elle, 98 divisions dont plus d'un tiers d'active. La France ne manque pas d'éléments motorisés dont les chars, près de 3000, autant qu'en Allemagne et de qualité souvent supérieure, mais ils restent éparpillés en soutien à l'infanterie ; les Anglais disposaient, par ailleurs, de deux divisions blindées. L'artillerie, bien qu'elle datât de la guerre précédente, pour moitié hippomobile, soutenait la comparaison avec celle du Reich ; en revanche les armes, anti-chars, anti-aériennes, avaient été peu développées. L'aviation française est le parent pauvre alors que vingt ans plus tôt elle était la première du monde. Autres carences, les systèmes de transmissions ; l'information ne put suivre à temps. Le PC de Gamelin communiquait encore par téléphone et motocyclistes. Ce fut fatal. Selon l'historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac l'armée française était « l'armée de 1918 revue et améliorée avec du vieux et du neuf ». Ce n'est pas son armement qui fit la différence, mais les doctrines militaires qui dataient de la guerre précédente, des stratégies et des tactiques inadaptées.

Des stratégies différentes et des tactiques très différentes

En France on se préparait, comme en 1914, à une guerre longue ; il fallait attendre l'ennemi, encaisser les premiers chocs, colmater les brèches. Puis, l'adversaire épuisé, la contre-attaque victorieuse pouvait être engagée et gagnée comme en 1918 grâce à la supériorité des Alliés, puissances maritimes au vaste empire colonial,

¹ Henri Michel, *La seconde guerre mondiale* Omnibus PUF 2004 p 51

aux économies supérieures, avec l'aide éventuelle de puissances amies d'Amérique. On en était encore à la doctrine de la « bataille méthodique » du « front continu » à tenir sur toute sa longueur par l'infanterie et l'artillerie, les blindés venant en soutien. C'est en cela que la France était en « retard d'une guerre ». Mais il s'agissait cette fois d'épargner le territoire national, éviter que le nord du pays ne soit détruit comme lors de la guerre précédente. La Ligne Maginot avait été conçue pour éviter une attaque par l'Est ; l'effort ennemi devait s'exercer en Belgique ; il fallait l'arrêter aux frontières où la ligne de fortifications n'avait pas été prolongée.

Pour l'Allemagne parfaitement consciente de ses faiblesses, des enseignements du premier conflit, il s'agissait de réussir ce plan Schlieffen qui avait échoué sur la Marne en août 1914 : il fallait surprendre l'adversaire, le terrasser par un coup brutal, décisif, sur son flanc le plus vulnérable. Pour cela : la force mécanique du char et l'avion combinés, un poing lancé en avant de l'infanterie qui, elle, suivrait et exploiterait la percée. Heinz Guderian, dès 1923, surnommé « Schneller Heinz » (Heinz le rapide) fut le théoricien ; dans son livre « Achtung Panzer » paru en 1936, deux ans après celui de de Gaulle, il met au point la méthode. Lorsque Hitler arriva au pouvoir, il comprit la nouveauté de cette tactique et finit par l'imposer, progressivement, à un État-major demeuré lui aussi fidèle à la stratégie de 14-18. Le 15 octobre 1935, trois Panzerdivisions sont créées, trois autres de 1938 à 39. Elles sont conçues comme forces autonomes avec leur propre artillerie, leurs unités de génie, communiquant par radio ; disposant d'une autonomie de 300 km, elles étaient assurées de leurs approvisionnements, dont le précieux carburant par « jerrycan ». Les Panzerdivisions ne représentaient que 10% des effectifs ; les 9/10 marchaient au pas du fantassin et devaient exploiter les brèches réalisées par elles. Encore fallait-il qu'elles pussent suivre ces divisions lancées à toute vitesse, un problème qui marqua la Campagne de France mais sans la compromettre en raison de la faible réactivité des Français, et aussi de l'audace de quelques généraux allemands comme Guderian et Rommel. En France, malgré de Gaulle qui avait compris la nouvelle donne, sans cependant associer l'aviation restée un monde à part (le blindé jouant un rôle de soutien à l'infanterie) on ne disposait pas de la logistique nécessaire ni du système de transmission pour être une force offensive autonome et efficace ; sur le terrain, à part les B1Bis, les chars manoeuvraient encore avec des fanions. « *Trop tard* » avait répondu le président Lebrun à de Gaulle qui lui présentait les avantages d'une division blindée autonome ; ce en quoi il avait raison.

Une France divisée.



Affiche de H. Petit pour le centre de propagande des républicains nationaux, 1934



Affiche de Cabrol pour le PCF, 1936

Ainsi l'Allemagne était-elle en avance sur la France ; elle disposait d'un instrument militaire moderne, d'une élite militaire dynamique avec des chefs disposant sur le terrain de la liberté d'initiative, avec le sens de l'audace, le goût du risque, résume l'historien Klaus-Jürgen Müller. Contrainte de vaincre rapidement, elle s'en était donné les moyens, une tactique appropriée à sa stratégie offensive, le « Blitzkrieg » utilisée pour la première fois lors de la campagne de Pologne.

Cependant, à une plus large échelle, la stratégie française était finalement dans le vrai. La guerre fut longue et la question des moyens se posa, implacable, au Reich avec l'entrée en guerre de deux géants, l'URSS et les États-Unis. Mais ce fut sans la France, au moins jusqu'à fin 1942. Car rien ne se passa comme prévu. Le changement de stratégie intervenu en février 1940 par les Allemands lui échappa et sa tactique novatrice fit le reste. Elle permit de terrasser en quelques jours

seulement l'une des plus puissantes armées du monde et de la faire sombrer, précipiter le pays dans l'un de ces grands naufrages qui passent à la postérité.

Première partie

Le temps de la « drôle de guerre »

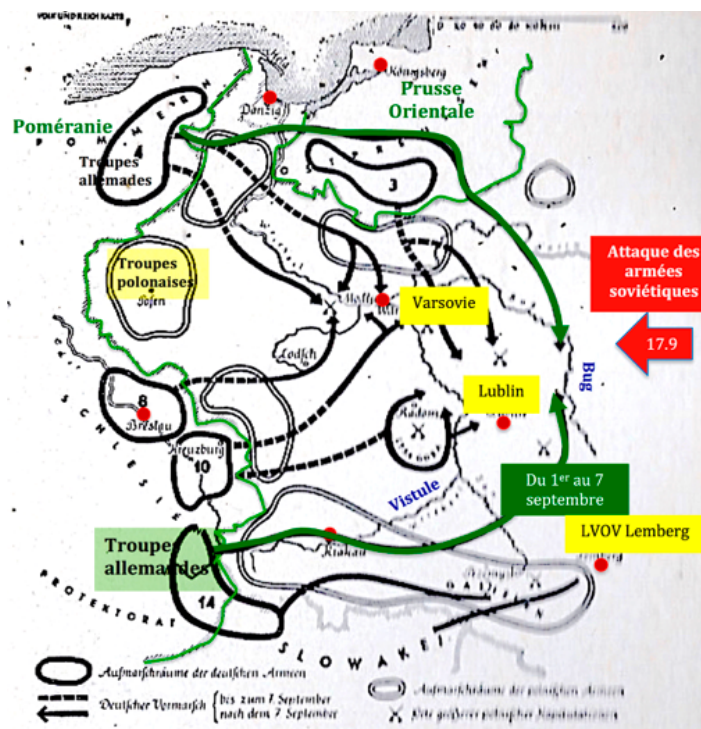
Les premiers mois de la guerre

La Pologne est battue plus tôt que prévu !

La campagne devait durer trois mois pour les Allemands, jusqu'au printemps pour les Alliés. Elle dura un peu plus d'un mois, la victoire étant acquise au bout de quelques jours seulement. Incapable de mener une guerre sur deux fronts, Hitler avait concentré l'essentiel de ses forces à l'Est, persuadé que la France et la Grande Bretagne n'attaqueraient pas. Seules 40 divisions, dont 10 seulement d'active, sans couverture aérienne, ni blindés, protégeaient alors le Reich à l'Ouest. C'était un coup de bluff une fois de plus et il fallait aller très vite avant que les Alliés ne passent à l'offensive, « 15 jours plus tard » comme l'avait promis Gamelin.

L'attaque se fit par les ailes, selon un vaste mouvement d'enveloppement, Guderian à partir de la Poméranie vers le couloir de Dantzig, Von Rundstedt à partir de la Silésie en direction de la Vistule. Les forces polonaises en partie mobilisées à temps, massées à l'entrée de la Plaine polonaise furent rapidement débordées et la tenaille se referma dès le 8 septembre. La tactique qui donnait le rôle premier aux blindés avec le soutien de l'aviation, connaissait son premier succès, « le blitzkrieg » tel que ce fut rapidement appelé en Occident.

L'Armée Rouge qui avait tardé à mobiliser pénétra en Pologne le 17 septembre sans connaître de résistance, l'armée polonaise étant déjà à terre. Le 8 octobre, le pays fut une nouvelle fois dépecé ; l'Allemagne retrouvait ses frontières de 1913 en annexant le couloir de Dantzig, la Posnanie, la Silésie ; le reste de la Pologne occupée devint un protectorat, le « gouvernement général de Pologne ». L'URSS étendait son territoire jusqu'au Boug, une frontière désormais commune avec l'Allemagne, l'ennemie mortelle à venir ; une partie de la Galicie et les Pays baltes passèrent sous influence soviétique avant d'être envahis en juin 1940. Les pertes polonaises furent de 66 000 tués, 700 000 prisonniers contre 15 500 tués et 3500 disparus pour le Reich.



Les opérations en Pologne. Fond de carte : 1939 Bei uns in Deutschland
F. Heiss Volk und Reich Verlag Berlin 1941

Les Alliés sur la défensive dès septembre

Hitler eut raison, ils n'attaquèrent pas, au grand étonnement des généraux allemands. Les trois quarts des Français étaient pourtant partisans d'aider la Pologne ; tout juste se livra-t-on le 5 septembre à une timide démonstration de force en Sarre en direction de la Ligne Siegfried, sur une dizaine de km, là où elle était la mieux défendue. C'était une manière de montrer qu'on avait respecté la parole donnée ; c'était même en avance sur les promesses de Gamelin. En réalité, on ne voulut pas s'affronter à la Ligne Siegfried ; elle ne fut même pas bombardée. « *Il ne fallait pas briser prématurément notre instrument de guerre* »² selon une note de Gamelin les premiers jours de septembre. L'offensive en Sarre s'arrêta six jours plus tard ; le repli derrière la Ligne Maginot commença le 27 septembre alors que la Wehrmacht ramenait quelques divisions à l'Ouest, une fois assurée la défaite de la Pologne.

Comment expliquer cette surprenante inaction ? Lenteur de la mobilisation ? La rapidité, la brutalité de l'offensive allemande furent une surprise. La France dont le réarmement avait été tardif, ne se sentait pas prête à affronter une armée allemande sur son sol, le credo restant exclusivement défensif dans l'optique d'une guerre longue. Quelle occasion perdue ! Au procès de Nuremberg, Jodl affirma³ : « *Si nous ne nous sommes pas effondrés début 1939 cela est dû simplement au fait que pendant la campagne de Pologne, les*

² Claude Quétel, *La seconde guerre mondiale*. Perrin p. 53. ³ Ibid.

110 divisions françaises et britanniques à l'Ouest sont demeurées absolument inactives ». Halder, le chef de la Wehrmacht, ne dit pas autre chose : « ils auraient pu traverser le Rhin sans que nous puissions l'empêcher et ils auraient pu menacer la zone de la Ruhr... » (si essentielle pour le Reich)⁴.

En tout cas, les capacités réelles de la France sont désormais mises en doute. Hitler est convaincu ; cette nouvelle tactique qui a permis en quelques jours d'obtenir la décision permettrait de battre aussi la France

La guerre à l'Ouest dès novembre 1939 ?

Hitler persuadé que la déclaration de guerre des démocraties avait été de pure forme puisqu'elles n'étaient pas intervenues alors que les circonstances leur étaient si favorables, pense qu'il peut attaquer à l'ouest après les brillants succès de la tactique allemande remportés en Pologne. Dès la fin du mois, il en informe le Haut commandement à Berlin. Mais, auparavant, il propose cyniquement la paix aux Alliés le 6 octobre sachant qu'ils ne pourront pas accepter ce nouveau coup de force. Une semaine plus tard l'Allemagne prend acte du refus des Alliés : « Alors que le Führer a fait des propositions constructives, pour l'établissement d'une Europe pacifique et protégée, Chamberlain et sa clique ont choisi la guerre. ». En fait, Hitler, avant même la réponse des démocraties, avait projeté, le 9 octobre, dans sa directive n° 6, d'attaquer avant le 15 novembre. Il « valait mieux ne pas tarder » car dans deux ans sa supériorité militaire serait remise en cause. Hitler se retrouvait, 24 ans plus tard, dans la situation du 2^e Reich entre l'ours soviétique pesamment assis sur une partie de la Pologne avec lequel il faudrait se mesurer plus tard, et les troupes françaises et britanniques qui campaient à ses frontières et qu'il fallait abattre rapidement.

Les chefs de l'OKH (Haut commandement de l'armée de terre : Oberkommando des Herres) l'État-Major dont Von Brauchitsch et Von Halder, des anciens de la dernière guerre, qui raisonnent comme leurs homologues français, s'opposent vivement à ce projet. La Wehrmacht n'est pas prête, ses stocks de munitions dangereusement faibles, les Alliés ont l'avantage avec 151 divisions contre 135 ; les redoutables fortifications belges, les ouvrages anti-char, sont autant d'obstacles. Le front lui-même est étroit, coincé entre le massif des Ardennes et les plaines basses de Flandres, soit 150 km seulement ; pas question de vastes mouvements d'enveloppement avec les chars et avions comme en Pologne. D'autre part, la saison froide est défavorable pour les blindés et l'aviation ; le Plan Schlieffen pourrait encore échouer comme en 1914. Ils préconisent

donc une stratégie défensive... Comme en France ! Certains chefs de l'État-Major terrifiés à l'idée d'une offensive à l'Ouest, comme le général von Stülpnagel, envisagent même le renversement du régime au cas où Hitler lancerait l'offensive.

Hitler demeure inébranlable. Le 5 novembre, il réfute le mémorandum du commandant en chef von Brauchitsch, le Quartier Général est accusé de défaitisme. Son chef est maté, l'état-major est mis au pas. À partir de ce moment-là, il n'est plus question de putsch surtout après l'échec de la tentative d'assassinat contre Hitler le 9 novembre à Munich, où il gagna en popularité. L'offensive étant décidée pour le 12 novembre, 96 divisions, 9 divisions blindées, commencent à se rassembler lorsque l'opération est arrêtée pour raison de météo défavorable ; elle sera remise plus de dix fois jusqu'à la mi-janvier, pour les mêmes raisons.

Lors d'une réunion au sommet le 23 novembre à Berlin, Hitler expliqua au haut commandement la nécessité d'attaquer à l'Ouest : « Je joue mon œuvre entière sur un coup de dés. Je dois choisir entre la victoire et la destruction. Je choisis la victoire ... Je remporterai cette victoire ou je mourrai »⁵. La magie du verbe, l'autorité du chef charismatique, ont porté ; l'auditoire est conquis.



Caricature lituanienne illustrant la signature du pacte germano-soviétique (23 août 1939)

4 Jean Quellien, *La seconde guerre mondiale 1939-1945* Tallandier 2017 p.61. 5 Philippe Masson, *Histoire de l'armée allemande 1939-1945* Perrin 1994 p.87.

La guerre aurait-elle pu s'arrêter si la fronde avait abouti ? La réponse est nettement non. Le peuple conditionné par une propagande à la redoutable efficacité était derrière son chef ; les soldats n'auraient pas obéi aux ordres de traîtres à l'Allemagne. Quant à la réussite de l'offensive telle qu'elle avait été prévue, comment savoir ? On peut tabler sur la force de frappe de la Wehrmacht et de la Luftwaffe, la supériorité tactique, mais le plan Schlieffen avait sans doute peu de chance de réussir comme en 1914.

La France se prépare à la guerre.

Ce répit de huit mois, un « cadeau » inespéré, devait permettre à la France de combler son retard en matière d'armement, de s'adapter aux nouvelles formes de guerre apparues avec éclat en Pologne. C'était aussi l'occasion de renouveler les cadres de l'armée, de laisser la place aux jeunes. Paul Reynaud, ministre des finances, est confiant dans l'avenir ; « *Nous vaincrons car nous sommes les plus forts* » (discours du 10 septembre 1939).

La France comble certes une partie de son retard en matière d'armement. Raoul Daubry est chargé de mettre les bouchées doubles : près de 4000 avions de guerre furent construits. Le 10 Mai 1940, l'Armée de l'Air comptait, sur le papier, 1972 appareils mais pas moins de 1375 étaient en attente de livraison ou d'équipement. S'ajoutaient les avions en commande aux États-Unis en 1939, soit 4700 appareils ; le nombre de chars légers augmenta de plus de 80%, passant à près de 3000 chars.⁶ L'état-major avait bien compris la leçon de la campagne de Pologne, le rôle des chars, de l'aviation, des armes anti-char. Grâce au général Billotte, la première DCR (division cuirassée) est créée, trois autres suivront en 1940, mais c'est bien tard et faute de la logistique qui devait suivre, ce sera insuffisant pour affronter les Panzerdivisions.

Le réarmement fut-il insuffisant ? Non, si l'on considère les chiffres ; la France avait les moyens de résister. En revanche les « vieux » restent à la tête des armées ; la stratégie, les tactiques ne changent pas ; on attendra l'ennemi et on le stoppera par une contre-offensive victorieuse comme en 14 à la bataille de la Marne. La situation eût-elle été différente si les cadres avaient été remplacés ? Rien n'est moins sûr. « Trop tard » comme l'avait dit le président Lebrun à de Gaulle. Il aurait aussi fallu une autorité politique assez forte pour imprimer les changements nécessaires. Ce ne fut pas le cas.

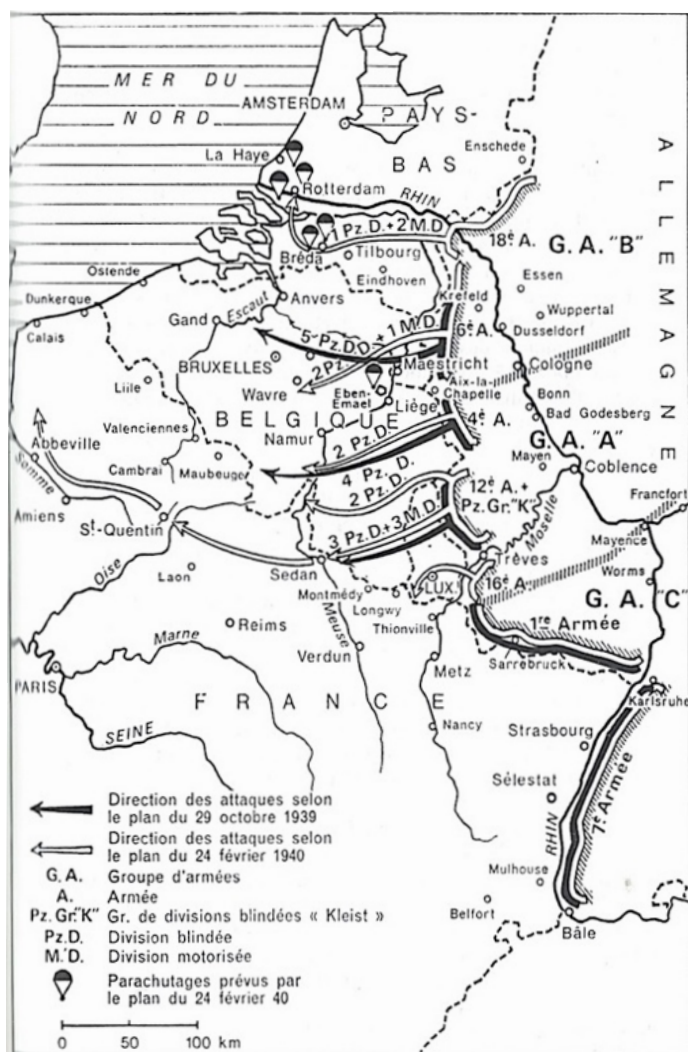
De Daladier à Reynaud, des gouvernements impuissants

Pas de gouvernement d'union nationale comme en 14, les partis politiques se montrèrent incapables de s'entendre ; pas de Clémenceau comme en 1917 pour insuffler un dynamisme nouveau. Le gouvernement toujours présidé par Daladier, l'homme de Munich, oppose les « attentistes » qui espèrent échapper à la guerre ouverte et les « bellicistes » partisans d'une position dure, dont Paul Reynaud, son ennemi juré, et Georges Mandel. Jusqu'au bout la paralysie du pouvoir empêcha les changements nécessaires à la tête des armées, à l'image des années 30 : deux démissions de gouvernement en six semaines et toujours avec les mêmes ! Après la reddition de la Finlande, Daladier, contesté, démissionne le 20 mars 1940 et refuse d'être reconduit. Il est remplacé par Paul Reynaud, le « belliciste » qui veut « qu'on se mette à fond dans la guerre ». Mais il faut déchanter ; son gouvernement est impuissant car à majorité de « mous » Daladier reste ministre de la guerre ! Reynaud crée un cabinet de guerre et demande au colonel de Gaulle d'en être la cheville ouvrière. Ce dernier refuse, Daladier étant l'un de ses chefs ; de toute façon, pour lui, il était maintenant trop tard !

Sur le front, l'attentisme, l'ennui destructeur

Sur le front, c'est la paix. Mais le moral est déplorable. « Manger, dormir, ne pas avoir froid » voilà la journée du soldat. Dès le 11 novembre, le colonel de Gaulle avait envoyé un mémorandum à sa hiérarchie puis, en janvier, à Daladier, Reynaud et d'autres personnalités. Il évoque, si rien n'est fait, « *un grave affaiblissement du moral dans l'armée et dans le pays* ». Il n'eut pas de réponse. Daladier demanda à Gamelin : « *Pourquoi ne fait-on pas d'exercices combinés : aviation + terre afin d'habituer la troupe aux nouveaux modes de combat ?* » Sans réponse. Ce défaitisme fut exploité par la propagande allemande où Radio Stuttgart joua un rôle important avec le sulfureux journaliste, Paul Fredonnet le « traître de Stuttgart ». C'était du style : « *Les Anglais se battent jusqu'au dernier Français* ». Ce ne fut pas sans effet sur une population française démoralisée par ces mois d'attente, consciente de ses faiblesses, pacifiste pour beaucoup.

⁶ Claude Quétel, *L'impardonnable défaite* Perrin 2012 p.266.



Les plans allemands

Le Reich prépare activement son attaque à l'Ouest. Le *Fall gelb* (Plan jaune) connaît une évolution majeure.

Les Allemands profitèrent bien davantage de ces mois de la « drôle de guerre ». Ils reconstituèrent leurs stocks de munitions, se dotèrent de chars moyens et lourds, d'une 10^e division de Panzers ; 2700 chars et 700 automitrailleuses étaient disponibles. La Luftwaffe put compter sur 4000 avions de combat. Les troupes dont les effectifs sont augmentés par la mobilisation de nouvelles classes de réservistes sont soumises à un entraînement intensif à la différence de la France.

Le Plan jaune reprenait, dans sa première version, celui de Schlieffen en 1914 avec des objectifs limités : s'emparer des Pays-Bas, de la Belgique, jusqu'à la Somme et constituer une vaste tête de pont, base pour une deuxième étape. Dans une nouvelle variante, une attaque secondaire était envisagée dans les Ardennes avec pour mission de tenir une tête de pont sur la Meuse à



Les manœuvres Escaut et Dyle-Breda

Sedan et d'intervenir au cas où le groupe B serait en difficulté en Belgique. Il y avait encore concordance, à ce moment-là, avec les plans des Alliés qui avaient été décryptés dès octobre 1939. On se préparait donc à un choc frontal dont le succès n'était pas assuré pour l'Allemagne. Il fallait l'éviter.

« Frapper au défaut de la cuirasse » l'idée de Manstein

Dès le 31 octobre Manstein avait adressé une note à Von Rundstedt ; il évoquait la destruction des forces alliées, non en les rejetant vers la Somme comme prévu, mais en les coupant de leurs arrières ; pour cela il fallait frapper dans les Ardennes, au défaut de la cuirasse. Von Brauchitsch et von Halder refusèrent. Une partie des plans allemands étant connus des Alliés (incident de Mechelen sur Meuse, le 10 janvier) Hitler ajourna l'offensive contre la France sine die, la question de la stratégie à mener contre l'Ouest restant en débat. Guderian l'avait assuré que la traversée des

Ardennes était possible en quatre à cinq jours, contre l'avis de l'OKH ; un exercice sur carte avait montré le contraire. Cependant Hitler est séduit par la hardiesse de ce plan — dont il s'attribuera la paternité — et l'impose en février à l'OKH. Le général Halder fixe la nouvelle stratégie, le 24 février 1940 : l'attaque principale se ferait au sud de la ligne Liège-Charleroi trois jours après l'attaque en Belgique (groupe d'armées B). Elle serait menée par le groupe d'armées A entre Dinant et Sedan avec l'essentiel des divisions dont les sept de Panzers ; le 19^e corps de Guderian serait chargé du « Schwerpunkt » le coup de bélier à Sedan. Désormais les deux stratégies allemande et alliée divergeaient tout en se complétant, l'une étant nécessaire à la réussite de l'autre, c'est-à-dire à l'Allemagne.

La stratégie des Alliés, la défensive et attaques « périphériques »

Gamelin renforce le front belge

La stratégie des Alliés demeure la défensive dans la perspective d'une guerre longue. Le choc aura lieu en Belgique. Gamelin décida de renforcer le dispositif en ajoutant la 7^e armée (général Giraud), une armée d'active de grande valeur, qui interviendrait en réserve au cas où les Hollandais seraient attaqués (la variante Breda), un choix fait sans réelle concertation, qui sera d'une grande importance moins de six mois plus tard. Le général Georges dira, lorsqu'il apprendra ce choix : « *C'est le type même de l'aventure. Si l'ennemi masque la Belgique, il peut manœuvrer ailleurs !* »⁷. Si le front était rompu la France ne disposait plus d'unités de réserve suffisantes pour colmater la brèche⁸. D'autre part, les Alliés ne crurent pas au plan révélé par l'incident de Mechelen-sur-Meuse ; le secteur des Ardennes considéré comme non stratégique ne fut pas renforcé pour autant ; le général Huntzinger chargé de la défense de ce secteur ne fit rien. La 55^e DI, une troupe de série B formée de réservistes, devait tenir le secteur de Sedan au cas où !

Bien que revenue à sa neutralité, la Belgique restait un allié ; on renonça à prolonger la Ligne Maginot jusqu'à la mer, mais aucun plan commun ne fut prévu avec la France et la Grande Bretagne en cas d'attaque allemande. La Belgique serait soutenue sur son sol, mais à sa demande seulement. En réalité, les Alliés avaient déjà décidé de passer outre, l'objectif étant de pénétrer sur le territoire belge jusqu'à la Dyle dès que l'ennemi franchirait la frontière.

La stratégie française, des attaques « périphériques »

Alors que les Anglais sont partisans d'une attaque frontale en France ou en Belgique et d'un blocus comme en 14-18, les Français sont pour des attaques périphériques. Bien que de tradition plutôt anglaise, cette stratégie visait à éloigner la guerre du sol national. Il y a « *mésentente cordiale* » comme l'a écrit François Bedarida en 1979. Sur mer, les premiers échanges sont plutôt à l'avantage de la Kriegsmarine et de ses sous-marins comme en témoigne l'audacieux torpillage du Royal Oak. Mais le blocus est condamné d'avance, le Reich étant approvisionné par l'URSS, l'Italie et les pays conquis dont il exploite les ressources. La France pense contrôler la Méditerranée, menacer le Reich par le Sud et les champs pétrolifères de Bakou en URSS, mais les moyens manquent et les obstacles sont importants. De même la France tente vainement d'aider la Finlande qui résiste à l'Armée rouge à un contre quatre depuis le 30 novembre 1939. La défaite finlandaise, le 12 mars, fragilise Daladier qui démissionne huit jours plus tard. Il est remplacé par Reynaud, « le belliciste ». Le 29 mars au Conseil suprême interallié de Londres, Chamberlain et Reynaud s'engagent à ne pas signer de paix séparée, ce qui sera de grande conséquence moins de trois mois plus tard. Ils décident d'intervenir en Norvège, une base stratégique sur l'Atlantique avec le port de Narvik, sur « la route du fer ».

La guerre à l'Ouest commence en Norvège le 9 avril 1940. Un échec pour les Alliés.

Le 7 avril, les Alliés posent des mines dans les eaux territoriales de la Norvège pour empêcher le passage des bateaux allemands. Le lendemain, Hitler lance l'opération Weserübung (l'exercice Weser) avec six divisions, 1500 avions et toute la Kriegsmarine (la flotte de guerre). Le Danemark neutralisé, six escadres de la Kriegsmarine parviennent à échapper à la Royal Navy et, le soir du 9 avril, 10.000 hommes tiennent les ports norvégiens. Des destroyers et sous-marins allemands sont coulés dans le fjord de Narvik et des troupes alliées débarquent sur les côtes mais, mal équipées, sans soutien d'artillerie, sans DCA, elles ne peuvent résister aux assauts de la Luftwaffe et réembarquent du 29 avril au 3 mai. C'est un échec. Chamberlain, mis en cause, démissionne le 10 mai ; il est remplacé par Churchill dont on pense alors qu'il ne restera pas longtemps au pouvoir ! En France, l'impéritie de Gamelin est montrée du doigt par Jeanneney : « Son remplacement s'impose »⁹. Se joue alors une partie étonnante

7 Claude Quétel, *L'impardonnable défaite* Perrin 2012 p.277. 8 Jean-Pierre Azema 1940 *L'année noire* Fayard 2012 p.89. 9 Claude Quétel, *L'impardonnable défaite* Perrin 2012 p.273

dont l'histoire a parfois le secret. À sa séance du 9 mai le gouvernement accepte de démettre Gamelin, Daladier démissionne par solidarité avec son protégé. Reynaud se voit alors contraint de remettre la démission de son gouvernement au président Lebrun. Mais celui-ci, effrayé par ce retournement, attend, espérant réconcilier les deux hommes ; il remet au lendemain sa décision.

Le lendemain c'est le 10 mai ; à 4 h 45, les Allemands sont passés à l'offensive. Gamelin est sauvé par la guerre ; il reste donc le généralissime, mais pour 10 jours seulement. La tragédie de la défaite va se jouer.

En conclusion, les Alliés, fidèles à leur stratégie défensive, ont manqué une occasion sérieuse de battre le Reich en septembre 1939 lors de la Campagne de

Pologne. Si Hitler avait attaqué en novembre, les Alliés avaient-ils une chance de rééditer le coup de la Marne ? Rien de moins sûr ; le front pouvait être percé et les réserves imprudemment avancées vers Breda limitaient les chances de colmater comme sur la Marne en 1914. Le changement de stratégie à l'initiative de Hitler en février 1940, bien que risqué, représentait une menace pour des Alliés qui n'avaient pas su découvrir le nouveau plan de l'ennemi et n'avaient pas tenu assez compte de l'expérience polonaise. Mais tout n'était pas joué et les Alliés auraient pu, à plusieurs reprises, conjurer l'horrible défaite. ■

Jean-Marie Montavon,
professeur agrégé d'histoire



*Le 8 avril 1940, un destroyer anglais coulé par la Kriegsmarine.
Bei uns in Deutschland, F. Heiss, Volk und Reich Verlag Berlin (1941)*

Prochain article :
Du 13 au 15 mai 1940 : la percée décisive entre Dinant et Sedan

L'AERIA a fait connaître la Résistance des Alsaciens en Limousin et en Auvergne.

Depuis 2016 et la première présentation de l'exposition conçue par l'Association pour des Études sur la Résistance Intérieure des Alsaciens, le public de la trentaine d'étapes était exclusivement alsacien. Jusqu'à l'automne-hiver 2019 où « La Résistance des Alsaciens » fut présentée en octobre à Saint-Junien, en Haute-Vienne (Limousin) ainsi qu'en novembre à Clermont-Ferrand, dans le Puy-de-Dôme, en Auvergne.

En 1939 Charles Geisler et Germaine, qui deviendra bien plus tard son épouse, étaient deux enfants de Schiltigheim, évacués comme plus de 4200 habitants à Saint-Junien, un bourg situé près d'Oradour-sur-Glane. Toujours alertes à 95 et 91 ans, ces Schilikois qui avaient été voir l'exposition à l'Hôtel de ville de leur commune en 2018, avaient ensuite contacté l'association. Ayant gardé de bons contacts à Saint-Junien, ils nous proposaient d'activer leurs relations. C'est grâce à ce couple que l'exposition de l'AERIA trouva naturellement sa place dans le cadre des 80 ans de l'Évacuation, un anniversaire commémoré par les deux communes en 2019.

La venue de l'AERIA a été soutenue par les deux maires, Danielle Dambach à Schiltigheim et Pierre Allard à Saint-Junien, qu'ils en soient remerciés ! Aujourd'hui encore capitale de la ganterie, Saint-Junien avait en 1939 une population ouvrière employée dans ses nombreuses mégisseries (manufactures de tannage du cuir) un lien avec la population ouvrière de Schiltigheim. Ce qui noua de la confiance entre Limousins et Alsaciens, certains de ceux-ci intégrant ensuite les groupes locaux armés ou au service des concitoyens pourchassés par les Allemands.

Éric Le Normand, professeur d'histoire et chargé de mission de l'AERIA, venu avec Bertrand Merle, responsable de l'exposition, et la présidente de l'association, présenta les parcours d'une cinquantaine de résistants alsaciens actifs en Limousin.

Récompensés par la médaille de la Résistance tout comme les sœurs de la congrégation du Très Saint-Sauveur de Niederbronn, réfugiées à Eymoutiers, la théologienne protestante Suzanne de Dietrich à l'origine de la Cimade (comité inter-mouvements auprès des évacués) le mulhousien Victor Boltz (commissaire de police résistant arrêté à Limoges, mort en camp de concentration à Buchenwald) ou bien Joseph Nonnenmacher né à Drusenheim, qui, à 16 ans seulement en 1940, fut à l'origine de plusieurs hauts-faits près de Saint-Léonard-de Noblat avant d'être arrêté, déporté puis libéré par l'Armée rouge. André Traband qui deviendra maire de Haguenau, mérita le titre de Juste parmi les Nations avec son épouse Éliane Demaison, originaire de la région, pour avoir aidé des familles juives, de même que Robert Bengel, aumônier de l'École normale catholique d'Obernai repliée à Solignac ou le gendarme Honoré Haessler qui fournit des faux-papiers. « J'ai appris beaucoup de choses que j'ignorais » releva un élu de Saint-Junien. Et il ne

parlait pas seulement de ce que les Alsaciens avaient vécu de 1871 à 1945, brillamment exposé en guise de préambule par Mme Dumasdelage, adjointe au maire de Saint-Junien...

Il est vrai que le centre de la Mémoire à Oradour-sur-Glane, que la délégation de l'AERIA visita une nouvelle fois à cette occasion, est toujours aussi incomplet en présentant l'implication des Alsaciens dans le drame du 10 juin 1944. Rien sur la réalité historique de l'incorporation de force, ses causes et ses conséquences, le nombre d'hommes qu'elle a concernés, le poids de la Sippenhaft (responsabilité collective de la famille en cas d'évasion) le nombre de morts et disparus...



L'exposition de l'AERIA a été vue par de nombreux étudiants de l'Université Clermont Auvergne

La conférence sur les résistants alsaciens en Limousin compta d'ailleurs un grand absent, Robert Hébras. Pourtant invité avec sa petite-fille, le dernier survivant du massacre avait fait savoir qu'il se sentait toujours « blessé » par l'action en justice engagée par l'AEIF (association des évadés et incorporés de force) pour des écrits vus comme diffamatoires. L'association a d'ailleurs depuis mis un terme à sa démarche auprès des tribunaux.

Deux universités réunies par la Deuxième guerre mondiale

Chaque année, le 25 novembre, un événement est commémoré dans deux universités distantes de 628 km, à Strasbourg et Clermont-Ferrand. Réunies par la Deuxième guerre mondiale, d'abord studieusement à partir de 1939 quand l'université de Strasbourg évacuée fut accueillie dans le Puy-de-Dôme. Puis tragiquement en 1943, suite aux deux rafles, en juin à la résidence étudiante de la rue de Rabanasse puis en novembre de façon massive, à la faculté de droit. Étaient visés des étudiants et professeurs alsaciens et auvergnats, juifs et chrétiens. Les noms de 119 résistants déportés et assassinés figurent en bonne place dans l'aula du palais universitaire strasbourgeois.

En novembre 2019, l'Université Clermont-Auvergne a donc honoré en présence d'universitaires strasbourgeois et avec une solennité particulière le 80^e anniversaire du repli de l'Université de Strasbourg et le 76^e anniversaire des rafles. L'AERIA remercie particulièrement Mme Florence Faberon-Tourrette, professeure en droit public à l'Université de Guyane mais toujours référente Mémoire et Handicap pour l'UCA, de son implication personnelle dans la réussite de l'exposition.

Grâce à une visite guidée proposée par Jean-Marie Esch, vice-président de l'association, l'exposition « La Résistance des Alsaciens » mise en place à l'École de droit, permit au public d'avoir une vision plus large de cette séquence historique. Deux expériences positives qui incitent encore plus l'AERIA à préparer pour 2021 un déplacement en Dordogne et vers le Lot-et-Garonne, autres terres d'accueil des Alsaciens durant 1939-1945. ■

Marie Goerg Lieby



Catherine Florentz, première vice-présidente de l'Université de Strasbourg, a déposé une gerbe devant une stèle dans la cour de l'université où un millier d'étudiants et de professeurs furent rassemblés par les nazis en novembre 1943.

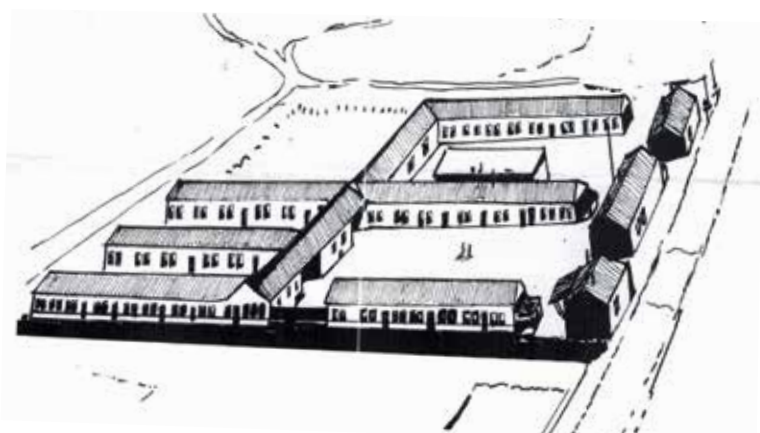
La crise sanitaire du premier semestre 2020 a perturbé l'activité de l'AERIA. Par chance en février-mars, son exposition a bénéficié d'un accueil exceptionnel, dans le cadre des 75 ans de la Libération de Haguenau, de la part de la Société d'histoire et d'archéologie de Haguenau et de son président Richard Weibel qui avait su fédérer 80 bénévoles, avec le soutien de la Ville et du maire Claude Sturni. L'événement eut un grand écho, avec plus de 4000 visiteurs et 500 personnes pour les deux conférences d'Éric le Normand. Un exposé présentait la Résistance des Haguenoviens, sachant que 24 femmes et hommes médaillés de la Résistance sont natifs de cette ville. L'AERIA poursuit par ailleurs son travail de rédaction de notices pour l'encyclopédie en ligne Wikipédia sur les résistants alsaciens comme le policier colmarien Eric Hunsinger, fusillé en 1944 à Dachau et Caroline Muller, fondatrice d'une filière d'évasion au départ de Haguenau, arrêtée en 1942 et libérée du camp de Ravensbrück en 1945. Plus d'infos sur le site internet : aeria-laresistancedesalsaciens.fr ou bien par courriel : laresistancedesalsaciens6768@gmail.com

Le Stalag V D au Polygone à Strasbourg

Le 23 juin 1941, suite à l'invasion de l'Union soviétique par l'Allemagne, des millions de soldats et d'officiers de l'Armée rouge ont été capturés par la Wehrmacht. Ces prisonniers de guerre ont été envoyés dans des camps de détention, les Stalag (ou Stammlager) et Oflag (ou Offizier-Lager) dispersés à travers le Troisième Reich. Strasbourg était située dans le district militaire V d'où les Stalag V A (Ludwigsburg) Stalag V B (Villingen) Stalag V C (Offenburg) et le Stalag V D situé au Polygone à Strasbourg.

Le Stalag V D est créé le 2 août 1940 sous le nom de Front-Stalag 210. Il a une capacité d'accueil de 7300 prisonniers. Les premiers prisonniers de guerre sont d'abord polonais en novembre 1940, puis principalement soviétiques à partir de 1941 et, plus tard, également yougoslaves et français.

Le Stalag V D est officiellement fermé le 6 juin 1942. Durant toutes ces années, les prisonniers polonais sont envoyés vers Mauthausen et vers le camp de Gusen, en Autriche. Mais ce ne sont pas les seuls.



Le Stalag V D au Polygone à Strasbourg

De nombreux prisonniers de guerre espagnols passent par ce camp avant de finir à Mauthausen d'où beaucoup sont dirigés vers Hartheim, centre d'euthanasie. Ils sont exterminés dans les chambres à gaz.

À Gusen, les Nazis exploitent les carrières de granit, grâce à l'envoi, dès 1940, de milliers de Républicains espagnols. A partir de 1943, les détenus y sont massivement utilisés dans les usines installées par les firmes Steyr, Daimler, Puch et Messerschmitt pour la fabrication des pièces de fusils et des moteurs d'avion.

Le 13 décembre 1940, ce sont 1046 Espagnols qui séjournent au Stalag V D du Polygone.

La Retirada : les Républicains vaincus par Franco se réfugient en France au cours d'une douloureuse retraite qui commence fin janvier 1939. Ils traversent les Pyrénées dans le froid et la neige. Arrivés en France, ils sont souvent internés dans des camps, entre autres à Argelès-sur-Mer et Barcarès dans les Pyrénées-

Orientales, camps d'internement bien connus des Gitans.

Des Gitans figuraient-ils parmi les prisonniers ? Difficile de l'affirmer. On sait que de nombreux Gitans se sont engagés aux côtés des Républicains espagnols dès le début de la guerre, surtout du côté des anarchistes. Et on retrouve des noms familiers de familles gitanes du Polygone, parmi les victimes du nazisme : Moreno, Diaz, Gimenez, Banos... Rappelons-nous que les familles gitanes installées plus récemment au Polygone ont fui l'Espagne franquiste au début des années 1960 et ont renié en même temps la religion catholique, trop étroitement liée à un pouvoir politique qui n'a eu de cesse de les persécuter depuis le temps de l'Inquisition.

Dans les années 1960, les bâtiments du Stalag V D seront confiés à la Maison Batelière de Strasbourg et seront reconvertis en «Home» pour les enfants du Neuhoef. Une dizaine d'années plus tard, l'ensemble sera rasé et seul se tiendra encore, pour quelque temps, le portail en ruines au bord de la rue de l'Aéropostale. Cette rencontre entre ce quartier de Strasbourg qu'est devenu le Polygone et l'Espagne n'est donc pas récente. Elle porte en elle une douleur commune que l'avenir ne pourra pas effacer du jour au lendemain. Les traces sont enfouies sous les nouvelles maisons du quartier des Musiciens, à quelques mètres sous terre, traces d'un séjour temporaire au Stalag V D avant de rejoindre la mort, comme en portent témoignage les petits-fils de ces Républicains espagnols (Rotsparier).

Ainsi, Alberto Ferrer Huertas, né le 7 août 1905 à Zuera de Gallego dans la province de Saragosse (Espagne) entre en France au cours de la Retirada. Et échoue au camp de Barcarès dès le 12 février 1939. Puis il s'engage à la 33^{ème} C.T.E. (Compagnie de Travailleurs Étrangers) à Saint-Dié des Vosges. Il y est fait prisonnier le 20 juin 1940 et est interné au Stalag V D à Strasbourg. Le 13 décembre 1940 il est déporté de Strasbourg à Mauthausen où il reçoit le matricule n°4789. Il est transféré au Kommando de Gusen.

Il y décède le 15 novembre 1941 selon le JO n°50 du 28 février 1996. La carte de Déporté Politique lui est attribuée à titre posthume le 8 septembre 1952.



Carte de déporté politique



Pavé de la mémoire (Stolperstein) scellé dans une rue de Fribourg-en-Brisgau (Allemagne)

Valentin Espinosa Jimenez, né à Tomelloso (Ciudad Real) le 23/04/1916, connaîtra à peu près le même destin comme des milliers d'autres Républicains espagnols : après le passage des Pyrénées en mars 1939, il est fait prisonnier dans la région de Saint-Dié des Vosges en juin 1940 et transféré le 29 mars 1941 au camp de Gusen. Il est mort le 18 juillet de la même année. Un pavé de la mémoire (Stolperstein) scellé dans une rue de Fribourg-en-Brisgau (Allemagne) honore la mémoire de Gregorio Garcia, une victime du nazisme, en rappelant le triste rôle du Stalag V D du Polygone, à Strasbourg. ■

Éric Faure

Sources :

- Livre mémorial de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation de l'Allier
- Anonymes, Justes et Persécutés durant la période nazie dans les communes de France
- <http://connombreyapellidos.es>
- <http://memoiresdesdeportations.org>



Le sort des Tsiganes de France

Des internements...

En France, les populations « nomades » se sont vu imposer des mesures de surveillance et de fichage sur la base de carnets anthropométriques¹, dès 1916. Les politiques discriminatoires et de méfiance sont donc antérieures à l'Occupation, comme le relève Monique Heddebaut. Mais « sans surprise, les Allemands furent à l'origine de l'internement des nomades en France occupée » souligne Denis Peschanski².

Ainsi, dès avril 1940 la circulation est interdite aux nomades assignés à résidence dans une seule commune par département.

Le 4 octobre 1940, au lendemain de la publication du premier statut des Juifs, le MBF³ impose l'internement des Tsiganes vivant en zone occupée « dans des camps d'internement surveillés par des policiers français » et interdit aux Tsiganes le franchissement de la ligne de démarcation.

Si les autorités françaises semblent considérer ces internements comme « pas désirables » elles se plient aux injonctions de l'occupant, quitte à les couvrir par l'application des lois héritées de la « drôle de guerre » pour affirmer la souveraineté de l'Etat français sur l'ensemble du territoire. Les préfets de la zone occupée montrent même « un zèle certain »⁴ dans l'application de ces mesures.

Mais, en zone Sud, l'Etat français n'interne qu'exceptionnellement, préférant les mesures d'assignation à résidence. En 1942, un seul camp d'internement est érigé en zone non occupée, à Saliers (Bouches-du-Rhône) où sont regroupés quelques centaines de Tsiganes expulsés des territoires annexés d'Alsace-Moselle durant l'été 1940. Puis ils sont internés dans les camps de Rivesaltes, Barcarès et Argelès, dans les Pyrénées-Orientales. Des camps sont ainsi ouverts dans les deux zones et regroupent, selon les estimations, entre 3000 et 6500 internés.

...aux déportations.

Tout semble indiquer qu'une fois les Tsiganes internés, l'occupant s'en désintéresse. Il n'y a donc pas eu de déportation systématique des Tsiganes, mais certains sont cependant déportés en Allemagne, après des tentatives d'évasion des camps en particulier.

La situation est cependant différente pour la « zone rattachée » au commandement militaire de Bruxelles (départements du Nord et du Pas-de-Calais). Sur ce territoire, il n'y a pas eu d'internement mais la mesure de déportation des Tsiganes mise en oeuvre en Allemagne en décembre 1942 va s'appliquer à tous ceux qui résident en zone rattachée. En 1943, des rafles sont menées en Belgique francophone (Tournai) dans le Nord (62 Tsiganes arrêtés à Roubaix) et le Pas-de-Calais. Les victimes sont emmenées à Malines⁵, dans la province d'Anvers. Le « convoi Z » de janvier 1944 amène à Auschwitz 351 Tsiganes, dont 145 français. Plus de 100 des déportés de ce convoi seront assassinés en août 1944. On estime que 32 déportés de ce convoi ont survécu⁶.

Une mémoire occultée ?

La relative faiblesse des effectifs de Tsiganes concernés par la déportation explique, au moins en partie, l'occultation de fait de la mémoire de cette déportation. De même, ce n'est que relativement récemment qu'elle a émergé en Belgique, comme celle des internements sur le sol français. Sans doute cette mémoire n'a-t-elle été que peu portée par la communauté de gens du voyage et des Tsiganes. Là aussi, le travail des historiens doit contribuer à éviter tout autant l'oubli que la confusion avec les politiques menées à l'encontre de ces populations dans le Reich.

In *Mémoire et Vigilance*, avril-juin 2020, revue de l'AFMD

¹ Le Carnet anthropométrique était un document administratif français obligatoire permettant d'identifier et de surveiller les déplacements des nomades sur le territoire français. Instauré par la loi du 16 juillet 1912 sur l'exercice des professions ambulantes et la circulation des nomades, ce carnet était obligatoire pour tous les nomades âgés de plus de 13 ans et devait consigner tous les déplacements, rendant possible une étroite surveillance de ces populations par les autorités de l'Etat français. Il contenait plusieurs informations anthropométriques (entre autres les traits du visage, la carnation de la peau, couleur des cheveux, etc.) notamment les empreintes digitales et des photos d'identité de profil et de face. Ce carnet a été remplacé en 1969 par le livret de circulation qui a été supprimé en 2015, cf. Hubert Marie-Christine, *Une mémoire française. L'internement des nomades en France 1940-1946*, éd. DIHAL, Paris, 2016. ² Peschanski, Denis, *La France des camps*, Gallimard, 2002. ³ Militärbefehlshaber in Frankreich (Commandement et administration militaire en France). ⁴ Peschanski, Denis, op. cité. ⁵ Camp de transit belge équivalent à celui de Drancy. ⁶ Heddebaut, Monique, *Des Tsiganes à Auschwitz*, éd. Tiresias, 2018.

Le devoir d'enseigner et de transmettre vu depuis la Robertsau

Comme le disait Simone Veil :

*« Je n'aime pas l'expression devoir de mémoire. Le seul devoir c'est d'enseigner et de transmettre. »
Engagement constant tout au long de ces 2 derniers mandats.*

En 2010 le Conseil municipal de Strasbourg a voté à l'unanimité la délibération proposant de donner le nom de Jacques et René Knecht et Alfred Thimmesch à des rues en construction dans le quartier Sainte Anne - Renaissance à la Robertsau.

Jacques, incorporé de force à l'âge de 18 ans, a déserté de la Wehrmacht et rejoint la résistance en Ardèche. Il est tombé entre les mains des nazis et fut condamné à mort pour désertion et espionnage. Il a été fusillé le 26 février 1945. Aujourd'hui son corps ayant été rapatrié par la famille, il repose dans la tombe familiale au cimetière de la Robertsau.

Il a été décoré à titre posthume de la Croix de Guerre avec Palmes et de la Médaille de la Résistance.

René, 19 ans, également incorporé de force, a été porté disparu sous l'uniforme allemand en Hongrie en 1944.

Alfred Thimmesch est commissaire de police à Strasbourg en 1923. Il est muté à Périgueux puis à Voiron. Il entre dans l'armée secrète et établit de faux papiers notamment pour des familles juives. Il est dénoncé et arrêté en 1944 et déporté à Mauthausen où il décède en juillet 1944. Il est reconnu Juste parmi les nations en 2009.

9 juillet 2015 : inauguration de la nouvelle rue devant l'EES au nom de Peter Schwarber, Ammeister de Strasbourg qui, en 1349, s'opposa à l'extermination de la communauté juive accusée d'empoisonner les puits et de propager la peste noire.

Les Juifs furent exécutés le 14 février 1349 sur l'actuelle place de la République.

Peter Schwarber fut condamné au bannissement, déchu des droits de bourgeois et déporté à Benfeld où il termina ses jours.

16 juin 2016 : dévoilement des noms des victimes du régime nazi inhumées au cimetière Nord

Avec le SF une gerbe était déposée devant une stèle indiquant de l'inhumation de 74 victimes internées au camp du Struthof.

Avec Raphaël Toledano, nous avons entrepris un travail de recherche sur ces personnes pour les sortir de l'anonymat.

Une tâche extrêmement complexe mais si pleine de sens : la restitution des noms c'est ramener ces hommes dans la communauté humaine dont les nazis ont voulu les exclure.

8 mai 2019 : inauguration du Sentier du Souvenir

Ce Sentier du Souvenir, initié par le SF, invite à la découverte du quartier à travers des lieux de mémoire et des personnages de l'histoire de France et de l'histoire locale.

Ce Sentier du Souvenir permet d'illustrer la citoyenneté et les talents de personnalités locales ou nationales dont la Ville de Strasbourg a choisi d'honorer la mémoire et l'engagement.

Le Maire de Strasbourg a soutenu ce projet dès ses premières ébauches : « Je suis convaincu qu'il faut respecter l'identité de chaque lieu, sinon le risque est grand de voir le temps recouvrir l'histoire : chacune des dates, chacun des événements, chacun des endroits ont leur signification, leur évocation, leur valeur. C'est en transmettant cette mémoire que se forge notre conscience de citoyen. »

11 novembre 2019 : inauguration par le Maire, en présence du SF, de la première plaque de 258 enfants du quartier, tombés durant la grande guerre.

La plaque du Monument aux morts où figurait la liste des victimes a été enlevée en 1939.

Il y a 2 versions : les Allemands l'auraient déboulonnée pour la faire fondre dans les usines d'armements, des Robertsauviens l'auraient déboulonnée pour la cacher mais personne ne sait à quel endroit elle serait stockée.

13 janvier 2020 : dénomination de 3 nouvelles allées le long du tram à la mémoire de 3 femmes résistantes, Alice Gillig, Laure Diebold Mutschler et Marguerite Plancherel.

9 juin 2020 : inauguration de la plaque avec les noms des victimes des habitants de la Robertsau morts pour la France entre 1939 et 1945, pendant la guerre d'Algérie et en opération extérieure.

En tant que soldats, Malgré-nous ou civils, lors de bombardements, tous reconnus morts pour la France.

Les membres du SF ont effectué une recherche importante pour retrouver les victimes, établir une fiche sur la situation de chacune, avec une recherche auprès des instances officielles des ministères.

Ainsi ont pu être identifiés :

- * pendant la 2^{de} guerre mondiale, 98 morts : 10 civils dont un Juste parmi les justes, 15 soldats en uniforme allemand et 73 Malgré-nous, tous reconnus « Morts pour la France ».
- * 4 soldats tombés pendant la guerre d'Algérie
- * 1 soldat tombé en opération extérieure.

En mémoire des Robertsauviens morts pour la France

C'est un long travail de mémoire mené à l'initiative du comité local du Souvenir français qui aboutit enfin : mardi matin 9 juin 2020 au cimetière Saint-Louis, le maire de Strasbourg a dévoilé une plaque portant le nom de 102 Robertsauviens « morts pour la France » pendant et depuis la Seconde Guerre mondiale.

Ils sont 102... de Cécile Andres à Alfred Zimmermann, classés par ordre alphabétique ; 102 Robertsauviens « Morts pour la France » à qui une plaque dévoilée mardi 9 juin au cimetière Saint-Louis par Roland Ries rend désormais nommément hommage. Parmi eux, 97 sont tombés pendant la Seconde Guerre mondiale : dix civils dont un « Juste parmi les Nations » ; plusieurs dizaines de Malgré-nous ; mais aussi une poignée de soldats qui s'étaient engagés avant août 1942 et sont morts sous l'uniforme allemand. S'ajoutent à la funeste liste quatre soldats tués durant la guerre d'Algérie et un soldat mort en opération extérieure.



Roland Ries à gauche et Nicole Dreyer à droite

« Les réintégrer dans la communauté des vivants ».

En les nommant, Jean Chuberre voulait « les réintégrer dans la communauté des vivants », comme cela avait déjà été fait, en lien avec la Ville et l'adjointe de quartier Nicole Dreyer, très engagée dans les questions mémorielles, avec les Robertsauviens décédés lors de la Première Guerre mondiale. Leurs 253 noms ornent la stèle voisine, inaugurée le 11 novembre 2019. Dans le village breton dont il est originaire, le président du comité du Souvenir français de la Robertsau avait pris l'habitude de lire sur la plaque des « Morts pour la France » les noms de trois membres de sa famille tombés pendant la Première Guerre ; il s'était inquiété de leur histoire, les avait intégrés à la sienne. À son arrivée en Alsace, élève, puis instructeur à l'Ecole militaire de Strasbourg, il s'est d'abord étonné de l'anonyme « À nos morts » du monument de la place de la République. Avant de comprendre. « Cette plaque résumait à elle seule toute l'histoire et le drame de l'Alsace-Lorraine », sait celui qui, devenu Robertsauvien en 1964, a voulu apporter sa pierre et sortir les morts de leur anonymat.

« Même les plus insoutenables souvenirs doivent être rappelés aux jeunes générations ».

« Cela ne s'est pas fait sans difficultés » reconnaît-il. Du fait de la proximité temporelle, d'abord, « 75 années passées n'effaçant pas les souvenirs, les drames, les horreurs ». Deuxième obstacle : retrouver les noms, au-delà de ceux qui sont inhumés dans les deux cimetières du quartier, « les familles ne parlant guère de cette période ». Sans compter la délicate question des Robertsauviens tombés sous l'uniforme allemand. Mais aussi « la méconnaissance de la réalité historique de certains et le positionnement idéologique d'autres personnes » estime Jean Chuberre, qui s'est aussi interrogé sur la pertinence d'évoquer les civils. « Mais même les plus insoutenables souvenirs doivent être rappelés aux jeunes générations » est-il aujourd'hui convaincu.

Un article paru dans les DNA l'été dernier semble avoir servi de déclencheur : « Comme une libération ! » analyse Jean Chuberre, qui a rapidement été contacté par une quarantaine de familles. Un (très) gros travail de vérifications et de croisements de sources plus tard, la plaque ornée de 102 noms a enfin été inaugurée mardi 9 juin, en présence notamment du président de l'association des Amis du mémorial d'Alsace Moselle, Marcel Spisser. Une autre cérémonie aura lieu plus tard avec les familles.

Travail de mémoire.

« Ce dévoilement, c'est aussi la poursuite et l'illustration du travail de mémoire engagé par Nicole Dreyer à la Robertsau » a insisté Roland Ries, qui a rendu à son adjointe un hommage appuyé. Entamé en 2010, mené avec les écoles, associations et acteurs du quartier, il a encore été marqué récemment par plusieurs temps forts, dont l'inauguration du Sentier du souvenir, le 8 mai 2019, ou les dénominations de rues le long de la nouvelle voie du tram en hommage à trois résistantes, en janvier dernier. Et Roland Ries de conclure en citant le critique, historien et philosophe Tzvetan Todorov : « La vie a perdu contre la mort, mais la mémoire gagne son combat contre le néant. » ■

Valérie Walch, DNA de juin 2020



Devoir d'Histoire à l'école de la République



« L'histoire rassemble, la mémoire divise ». On connaît la fameuse formule de Pierre Nora et on l'applique à notre histoire franco-allemande : une mémoire que nos guerres fratricides divisent mais une histoire qui mène à la paix et à la construction européenne. C'est ce qu'ont remarquablement démontré des élèves du collège Herrade de Landsberg de Rosheim ; ils ont dressé un « état des lieux » de nos trois conflits franco-allemands dans un but de réconciliation entre les peuples.

Il est vrai que ce n'est pas un coup d'essai. Année après année, une équipe pédagogique, impulsée par l'historien Frédéric Lepienne, projette les élèves dans l'étude de thèmes mémoriels desquels le *Courrier du mémorial* s'est maintes fois fait l'écho (voir notamment le *Courrier* n°33 d'avril 2019, p. 14 à 17). Sur l'année scolaire 2019-2020, pour célébrer le 25ème anniversaire du jumelage franco-allemand de Rosheim avec Kappelrodeck dans le Bade-Wurtemberg, les professeurs se sont investis avec leurs collègues et élèves des deux communes pour réfléchir ensemble à la construction européenne, montrant comment des femmes et des hommes oeuvrent depuis plus de 25 ans pour que ce jumelage progresse d'année en année vers une amitié forte et sincère entre Allemands et Français.

Après de nombreux échanges et visites de lieux de mémoire, ce travail s'est concrétisé par la publication d'un fascicule bilingue. Nous le présentons ci-après.

Marcel Spisser

Notre projet...

« L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble : elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait » écrivait Robert Schuman, alors ministre français des affaires étrangères, dans la célèbre Déclaration qu'il prononça le 9 mai 1950, presque cinq ans jour pour jour après la fin de la Seconde Guerre mondiale sur le vieux continent et qui devait marquer le début de la construction européenne.

Réalisation combien infime il est vrai mais cependant bien concrète que ce travail scolaire de collégiens français et allemands élèves des deux villes jumelées de Rosheim en Alsace et de Kappelrodeck dans le Bade Wurtemberg.

Conçu à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la signature de la charte de jumelage entre les deux

communes mais aussi du soixante dixième anniversaire de la Déclaration Schuman, le 9 mai 2020, ce travail avait deux objectifs.

- * Le premier était d'enseigner aux élèves au travers d'un parcours mémoriel l'histoire des relations franco-allemandes depuis un siècle et cela en les emmenant sur les lieux de mémoire communs aux deux pays. Des lieux d'affrontement d'abord qui « furent aussi terribles pour l'un comme pour l'autre », le champ de bataille du Lingé pour la Première Guerre mondiale et la ligne Maginot pour la Seconde, puis des lieux symboliques de la réconciliation franco-allemande et de la construction européenne, le Parlement européen et les Jardin des deux Rives reliant Strasbourg et Kehl, sans oublier une rencontre entre les collégiens et les « pères » du jumelage entre Rosheim et Kappelrodeck.
- * Le deuxième objectif était de créer les conditions d'une rencontre avec l'autre, de faire ainsi en

sorte que nos jeunes élèves allemands et français et Européens de demain se connaissent mieux et dépassent ainsi ce qu'il peut parfois rester en eux de préjugés.

Deux objectifs que nous pensons avoir atteints comme en témoigne cette brochure qui contient des photographies prises par les élèves lors de leurs sorties ainsi que leurs impressions. Ceux-ci ont en effet pris conscience en se rendant sur les lieux des anciens conflits entre nos deux pays « à quel point les guerres sont terribles » comme l'écrit l'un d'entre eux. Ils ont

aussi mieux compris les raisons de la construction européenne et de la réconciliation franco-allemande, laquelle offre comme le déclarait le président Jacques Chirac « une espérance à ceux qui s'affrontent dans la nuit interminable de la haine du ressentiment. »

Nous remercions l'Euro-District Strasbourg-Ortenau pour avoir financé l'impression de cette brochure.

Les professeurs français et allemands responsables du projet :

Audrey Corneilles, Kornelia Kern, Nathalie Mellé, Ingo Doering, Frédéric Lepienne.



Rencontre avec les « pères » et les « mères » du jumelage à Kappelrodeck (6 février 2020)

Les élèves ont rencontré les fondateurs du jumelage entre les deux communes de Rosheim et de Kappelrodeck : les Français Alphonse Troestler, Alfred Robinius, Marie-Jeanne Troestler et les allemands Klaus-Peter Mungenast et Barbara Huber.

Nés dans les années quarante et cinquante, les « pères » et les « mères » du jumelage ont relaté aux élèves leur histoire familiale et personnelle, leur relation à l'autre pays et expliqué pourquoi ils avaient voulu faire ce jumelage entre leurs deux communes et les formes qu'ils avaient données à celui-ci.

« J'ai retenu de cette journée qu'il est important de s'ouvrir à l'autre, de le comprendre en tant qu'être humain, de ne pas être étriqué d'esprit et de ne pas s'en tenir à ses préjugés. » (Benjamin)

« Leur histoire familiale pendant la guerre aurait pu faire l'objet de haine mais ils ont préféré devenir amis pour consolider la paix » (Léandre)

De hier...



Champ de bataille du Linge



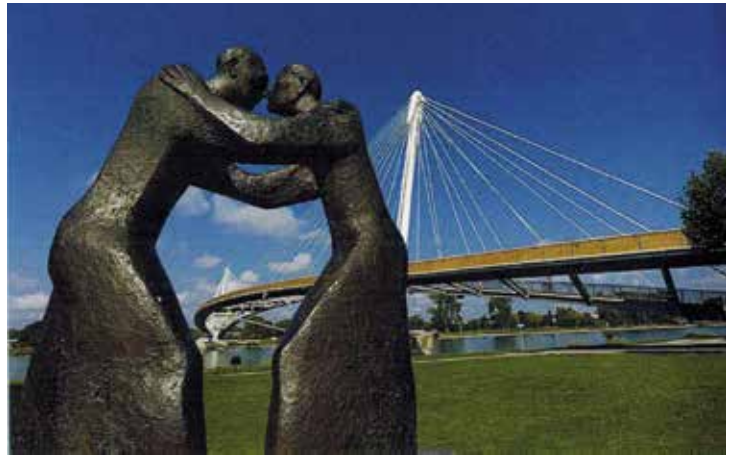
La ligne Maginot



...à aujourd'hui



Parlement européen



Paix et réconciliation : le Jardin des deux Rives

Bravo aux porteurs de ce magnifique projet européen !

Pierre Pflimlin, ancien Président du Parlement Européen et ancien Maire de Strasbourg disait à propos de l'Europe qu'elle a changé le Rhin "d'un fleuve de sang en fleuve de la Paix". J'aime particulièrement rappeler cette phrase car elle illustre bien comment, après plusieurs décennies de guerres et de tensions successives, l'affirmation d'un espace de paix et de coopération est devenue la plus importante et la plus belle réalisation de la construction européenne.

C'est bien mémoire de l'horreur qui est au cœur de l'inspiration européenne portée par les Pères fondateurs dans les années 50. La France et l'Allemagne ont été, depuis toujours, le moteur de cette inspiration et de cette construction. En Alsace et dans le Bade-Wurtemberg, la coopération franco-allemande fait écho depuis plus de cinquante ans à une réalité concrète vécue au quotidien par les citoyens.

L'ensemble de ces réalisations ne doit pas nous laisser penser que la Paix et l'amitié entre les peuples sont des acquis définitifs. C'est une construction précieuse et parfois fragile que nous devons entretenir régulièrement. La crise sanitaire et économique

provoquée par le COVID-19 nous a montré que, face aux difficultés, chacun peut être tenté par le repli sur soi. Le retour des contrôles aux frontières entre la France et l'Allemagne – bien que justifié par les conditions sanitaires – a rappelé les bienfaits d'une amitié franco-allemande construite avant tout par et pour les citoyens.

Entretenir régulièrement la mémoire pour nourrir l'amitié entre les peuples est une nécessité notamment pour nos jeunes. Le projet porté conjointement par les professeurs du collège Herrade de Landsberg de Rosheim et par ceux de la Schlossbergschule de Kappelrodeck, avec la participation active des élèves, s'inscrit pleinement dans cet objectif et dans cette vision d'un avenir commun. Fort des relations nouées entre les deux villages depuis vingt-cinq ans, les deux établissements scolaires ont réussi à mêler dans ce formidable projet la force de la mémoire à la richesse de la rencontre. Au travers de sorties, d'échanges, de rencontres et de travaux de réflexion, les jeunes français et allemand ont pris conscience que notre mémoire commune est le socle de notre coopération. ■

Fabienne Keller,
députée européenne, ancien maire de Strasbourg



Les prêtres incorporés de force se souviennent.



Il existe de nombreux ouvrages très documentés sur l'incorporation de force des jeunes alsaciens et mosellans par les autorités nazies en Alsace-Moselle annexée pendant la guerre de 1939-45. La particularité du présent ouvrage est de recueillir les témoignages de jeunes, qui à l'époque, songeaient à s'orienter vers la prêtrise ou la vie religieuse, dans un séminaire, une faculté de théologie ou au lycée, et furent incorporés comme les autres jeunes.

Nés entre 1922 et 1928, ils ont partagé en tout point la vie et les épreuves de leurs camarades sur les différents champs de bataille d'Europe : Union soviétique, Pologne, camp de Tambov, Italie, Balkans, Normandie.

De plus, ils ont souvent dû faire face aux moqueries des autorités militaires allemandes à cause de leur foi et de leur projet de vie. Après la guerre, ils achevèrent ou commencèrent leur formation théologique, forts d'une maturité fondée sur cette expérience des épreuves humaines. Comme le dit Mgr Ravel dans sa préface : « Le poignant récit que nous livrent ces prêtres ne doit donc pas seulement être reçu comme un témoignage qui enrichit l'histoire, mais encore, comme une leçon qui éclaire notre humanité sur les abîmes qu'elle sait parfois engendrer. »

Préface de Mgr Ravel, archevêque de Strasbourg

Alors que je venais, la veille de mon entrée en fonction, de présenter ma bulle de nomination aux chanoines du Chapitre de la cathédrale, selon le Droit, et que je partageais un repas fraternel avec eux, mon attention a d'emblée été attirée sur la situation des Malgré-nous. Deux chanoines émérites m'ont en effet expliqué ce jour-là qu'ils ont participé à la guerre sous l'uniforme allemand, arrachés brutalement à leurs études secondaires, et que cette expérience a marqué à jamais leur existence.

Depuis, à la faveur de mes rencontres et de mes visites pastorales, il m'arrive d'être sensibilisé à cette ques-

tion des Malgré-nous, même si les personnes qui ont vécu dans leur chair les événements sont désormais toutes nonagénaires. Par ailleurs, les notices des prêtres qui paraissent à leur décès dans le bulletin officiel du diocèse font souvent mention d'une période d'incorporation de force dans l'armée allemande.

Et voilà que plusieurs prêtres aînés du diocèse se



Joseph Sifferlen



François Arnold



Aloyse Kieffer

décident, 75 ans après la Libération, à livrer leur témoignage. Pourquoi, est-il légitime de s'interroger, leur a-t-il fallu si longtemps pour le faire ?

À la réflexion, il semble compréhensible qu'au lendemain de la guerre, et alors que le régime nazi venait enfin de s'effondrer sous l'offensive des Libérateurs, il n'était guère opportun pour les Alsaciens qui rentraient dans leurs foyers d'évoquer leur enrôlement sous l'uniforme allemand. Cela valait aussi dans les rangs du clergé, où l'on comptait aussi bien des Malgré-nous que des résistants ou des « Patriotes Réfractaires à l'Annexion de Fait » (PRAF). Les seconds étaient alors auréolés de gloire tantôt que les premiers se muraient dans le silence.

L'idée est assez répandue que des évêques — et notamment Mgr Elchinger qui était resté à Clermont avec des séminaristes pendant tout le temps du conflit — auraient délibérément favorisé dans leurs nominations le groupe de ceux qui sont restés du bon côté pendant la guerre. Ce n'est pas totalement exact, puisque ce dernier a bien choisi le chanoine Joseph Sifferlen comme un des premiers vicaires épiscopaux, le chargeant de mettre en oeuvre le conseil du presbyterium. Il est cependant certain que la nomination de Mgr Léon Hégelé comme évêque auxiliaire de Mgr Brand et celle de l'actuel Mgr Kieffer comme vicaire général du même archevêque ont constitué des signes de confiance pour les prêtres alsaciens qui se sont trouvés du mauvais côté durant la guerre...

Mais alors, pourquoi n'ont-ils pas libéré leur parole à ce moment-là ? Beaucoup découvriront par exemple dans ce livre le destin de Mgr Hégelé durant la guerre, dont il a si peu parlé durant son vivant. Il faut dire que l'heure était à la réconciliation franco-allemande et qu'il paraissait donc assez malvenu de rappeler les souvenirs dérangeants d'une injustice profonde exercée par les autorités allemandes lorsqu'elles ont mobilisé, au mépris du

droit international, des dizaines de milliers de jeunes Alsaciens et Mosellans, dont certains très jeunes.

Les pages qui suivent apportent de nombreuses découvertes sur le destin de quelques-uns de ces jeunes qui sont ensuite devenus prêtres, et même évêque pour l'un deux. On veut bien croire qu'une part non négligeable de leur vocation est née dans ces heures éprouvantes, habitées par la faim, la nostalgie du pays, le froid de l'hiver russe, la peur de la captivité, l'angoisse de donner la mort et de la recevoir. Quelle épaisseur d'existence émane de ces pages !

Merci au chanoine Sifferlen d'avoir rassemblé les mémoires de témoins décédés, comme Mgr Hégelé ou Jean-Pierre Pavie, et d'avoir convaincu des confrères vivants — François Arnold, Robert Rosenblatt — de livrer leur récit déjà écrit, ou même de le composer pour la circonstance (Aloyse Kieffer).

Le drame des Malgré-nous est probablement de ne pouvoir s'inscrire naturellement ni parmi les victimes de la guerre — alors qu'ils ont été en quelque sorte des victimes collatérales de la barbarie nazie —, ni parmi les héros, alors que beaucoup ont fait preuve d'héroïsme dans les combats ou dans la manière courageuse dont ils ont déserté.

Les décorations des combattants français leur sont naturellement refusées, parce qu'ils n'ont pas combattu sous le drapeau tricolore. Comme dit bien l'un d'entre eux, mobilisé comme les autres lycéens dans les batteries anti-aériennes : « Au fond, on nous a appris à tirer sur ceux qui étaient nos amis et qui venaient nous libérer ». ■

Luc Ravel,
Archevêque de Strasbourg



Pierre Obrecht



André Jaeg



Jean-Pierre Pavie

« Opération ANTHROPOID »

Suite aux accords de Munich conclus en septembre 1938 entre l'Allemagne, l'Italie, la France et l'Angleterre, ces nations concèdent l'annexion de la Tchécoslovaquie au profit de Hitler.

Le 15 mars 1939, Hitler démembrer la Tchécoslovaquie, donnant naissance au « Protectorat de Bohême et de Moravie ».

Cette même année, en septembre 1939, Hitler envahit la Pologne, ce qui entraîne l'entrée dans le deuxième conflit mondial.

Durant cette période, en Bohême-Moravie, les usines sont vitales pour l'effort de guerre allemand, mais la production est entravée par la Résistance tchèque. Hitler envoie donc dans ce pays, pour éradiquer toute rébellion, l'Obergruppenführer S.S. Reinhard Heydrich, proche collaborateur de Himmler, et nommé « Reichsprotektor de la Bohême et de la Moravie ». Il est l'un des hommes les plus puissants et les plus redoutés d'Allemagne. Chef de l'Office central de la sécurité du Reich 5R.S.H.A chef de la Gestapo et du S.D, il est mieux connu comme « l'architecte de la solution final ».



S.S. Reinhard Heydrich

Dès son arrivée à Prague en septembre 1941 il déclare la loi martiale, ce qui lui permet de faire exécuter des centaines de personnes, d'anéantir presque toute la résistance et de répandre une terreur implacable. Il est surnommé par les Tchèques « le bourreau de Prague ». Le gouvernement tchèque exilé en Angleterre décide alors d'assassiner Heydrich.

Deux soldats tchèques formés par le S.O.E « Special Operation Executive » sont choisis pour cette mission :

l'adjudant Joseph Gabčík et le sergent Jan Kubiš. Nom de code : « Opération ANTHROPOID ».



Sergent Jan Kubiš et l'adjudant Jozef Gabčík

Dans la nuit du 28 au 29 décembre 1941, les deux soldats sont parachutés en territoire tchèque. Mis aussitôt en contact avec la résistance, Gabčík et Kubiš sont cachés et hébergés dans un lieu sûr à Prague.

Afin de mener à bien l'opération, ils doivent s'informer régulièrement sur les mouvements et l'itinéraire qu'emprunte chaque jour la voiture du S.S. Heydrich.

L'attentat du 27 mai 1941

Pendant des semaines, ils observent discrètement le trajet effectué par le Reichsprotektor entre son domicile à Papenské Břežany (Jungfern-Breschan) et le château de Hradčany (Hradschin) siège de la S.S., et de repérer ainsi les lieux où l'attentat peut se réaliser. Un endroit propice et idoine est trouvé, où la voiture de Heydrich a besoin de ralentir, après un virage. Ce sera au nord de Prague à Holešovice (Holleschowitz-Buben).

Un indicateur tchèque qui travaille au domicile des Heydrich transmet un renseignement d'une grande importance. En effet, le 27 mai 1942, Heydrich doit se rendre à Berlin pour rencontrer le Führer qui va lui annoncer sa mutation à Paris. Il faut donc agir vite.

Ce même jour à 10 heures, le S.S. Heydrich en retard quitte donc son domicile. Il est assis dans sa Mercedes Benz décapotable, à côté de son chauffeur et sans aucune escorte.

Gabčík et Kubiš attendent sur place à 10h30 la voiture de Heydrich, près du virage en question. Dès son arrivée, Gabčík se met devant la voiture, lâche son imperméable et sort sa mitrailleuse « Sten » en appuyant sur la gâchette. Malheureusement rien ne se passe comme prévu, l'arme s'est enrayée. Heydrich ordonne aussitôt à son chauffeur de s'arrêter et sort immédiatement

son pistolet. Kubiš qui se trouve derrière, lance une bombe artisanale dans la voiture qui explose, projetant d'innombrables éclats. Heydrich s'effondre, touché par les impacts qu'il a reçus.

Gabčík et Kubiš s'enfuient chacun dans une direction opposée. Pendant ce temps Heydrich est emmené à l'hôpital. Très vite la police et la S.S. découvrent que l'attaque a été menée par des parachutistes anglais. Une récompense d'un million de Reichsmarks est offerte à toute personne qui fournirait des informations importantes permettant l'arrestation des conspirateurs. Dans toute la ville de Prague, l'armée et les S.S. effectuent des perquisitions systématiques et violentes, mais ne parviennent pas à identifier les assaillants, ni le lieu de leur refuge.



Voiture de Heydrich après l'attentat (27 mai 1942)
(Mercedes Benz 320 décapotable)

Des représailles effroyables

Gabčík et Kubiš doivent se cacher. Ils trouvent refuge dans la crypte de l'église orthodoxe St Cyrille et Méthode à Prague grâce au prêtre de la paroisse : Vladimír Petřek.

En attendant les assaillants ne savent toujours pas si Heydrich est mort. Dans cette crypte se trouvent, également cachés, cinq autres parachutistes tchèques.

Le 4 juin 1942, les protagonistes de l'attentat apprennent que Heydrich a succombé à ses blessures à l'hôpital car les fragments de la bombe ont provoqué une infection interne.

Le 10 juin, à la suite de cet assassinat, le village de Lidice (Liditz), situé dans le district de Kladno (Kladen), à une vingtaine de kilomètres de Prague est choisi pour être détruit totalement. C'est la S.S. qui se chargera de la basse besogne. 173 hommes de plus de 15 ans sont exécutés. Les femmes et les enfants sont envoyés dans des camps de concentration. D'autres enfants sont transférés en Allemagne pour y être germanisés.

Le 16 juin, suite à la trahison d'un tchèque du nom de Karel Čurda qui donne des informations détaillées sur plusieurs lieux de refuge utilisés par la résistance, la Gestapo apprend où se cachent les parachutistes recherchés. Immédiatement, une opération militaire massive est organisée, mobilisant plus de 700 sol-



L'église Saint-Cyrille fut le théâtre d'une confrontation dramatique entre les parachutistes et les SS.

dat S.S. qui encerclent l'église et bloquent toutes les issues.

Le 17 juin, cette église est alors le théâtre d'une confrontation dramatique entre la S.S. et les 7 parachutistes. Ces derniers jurent de ne pas être capturés vivants et de vendre chèrement leur vie. Après plus de 8 heures de combats acharnés et n'ayant plus aucune issue, ni munitions, 3 des parachutistes dont Kubiš ingèrent des capsules de cyanure. Ils seront retrouvés dans la mezzanine de l'église. Quant aux 4 autres dont Gabčík, ils se suicident dans la crypte.

Dans les mois à venir, plus de 3000 Tchèques sont arrêtés et plus de 1400 condamnés à mort. Véritable suicide, cette opération devait se révéler le coup le plus audacieux et le plus réussi contre un des plus hauts dignitaires nazis de toute la seconde guerre mondiale.

C'est en juin 2017 que notre groupe a visité cette église à Prague. Une plaque mémorielle est aujourd'hui apposée à l'extérieur du mur d'enceinte de l'église et rappelle cette partie tragique de l'Histoire. Des traces de balles nettement visibles sur les murs témoignent un peu plus de cette tragédie. Un espace muséographique est aménagé dans la crypte qui retrace l'histoire de ces 7 hommes valeureux, devenus de véritables héros, et leur rend hommage pour qu'ils ne tombent jamais dans l'oubli.

« Leurs souvenirs et leurs sacrifices sont une leçon de vie pour nous tous »

Voici leurs noms :

Jan Kubiš, Josef Bublik, Adolf Opálka
(morts dans la mezzanine)

Josef Gabčík, Jan Hruby, Josef Valčík, Jaroslav Švarc
(morts dans la crypte de l'église). ■

J. Michel Roth,
AFMD 67 et AMAM

Une veillée de Noël particulière



Baraque du camp de Tambov sous la neige. Nikolai Mamaev, Musée de l'université de Tambov

C'est au début du mois de novembre 1944 que mon ami Alphonse S. ainsi que douze autres Alsaciens et Lorrains et moi-même, sommes arrivés au camp. Après cinq semaines nous nous trouvions, avec une cinquantaine d'autres prisonniers, toujours en quarantaine dans un bloc de baraques entouré de barbelés à l'intérieur du même camp. Nous étions donc isolés du reste des prisonniers. Pourtant, avant de partir de Briansk le chef de camp, un Tchèque parlant très bien le français, nous avait assuré que d'ici cinq semaines au plus tard, nous serions de retour en France. Quel soulagement ! Il m'avait même donné un message que je devais remettre à la Croix-Rouge dans le but d'informer ses parents. Nous avions donc grand espoir de pouvoir passer les fêtes de Noël dans notre pays. Hélas, il n'en fut rien.

Il neigeait depuis trois jours. Il fallait donc dégager l'entrée de la baraque ainsi que l'allée principale. Ce n'est qu'après avoir terminé cette corvée, que nous eûmes droit à notre repas du soir. La soupe, habituellement distribuée à la tombée de la nuit, nous fut servie ce soir-là deux ou trois heures plus tard.

C'est à la lueur de brindilles de bois, allumées les unes après les autres en guise d'éclairage, que la flotte dans laquelle nageaient quelques grumeaux de viande provenant de boîtes américaines « Oscar Meyer » ainsi que des petits morceaux de pommes de terre encore gelées avant la cuisson, nous fut distribuée.

Les nouvelles ne nous parvenant que rarement, nous avions en partie perdu la notion du calendrier et il nous arrivait de discuter du jour de la semaine : sommes-nous lundi ou mardi, mardi ou mercredi ?... Nous avions pour seul repère les petites entailles que nous gravions sur le manche de notre cuillère en bois : les petites représentaient les semaines et les plus grandes les mois. Quelques jours après le 27 juin 1944 (date de ma capture) j'avais reçu cette cuillère d'une femme russe en échange d'une petite bague. La cuillère portait maintenant cinq grandes entailles et, depuis la dernière, j'en avais rajouté trois petites. Nous devions donc être dans la semaine de Noël. Couchés sur le châlit, mon ami Alphonse et moi étions en train de discuter pour savoir si la veillée de Noël était pour ce soir-là, le lendemain ou alors même déjà passée, lorsque tout à coup une voix s'éleva du fond de la baraque : « avez-vous que ce soir c'est la veillée de Noël ? J'en suis sûr ! ». Alphonse m'avait appris qu'il y avait parmi nous un jeune séminariste. Il était dans sa deuxième ou troisième année d'études de théologie lorsque les Allemands l'avaient incorporé de force. Il y eut un grand silence dans la nuit de notre baraque. Je suis certain que chacun cherchait à se rappeler les veillées de Noël passées en famille. Tous revoyaient le sapin décoré de bougies, les visages rayonnants des frères et sœurs, les paquets que maman avait préparés.

Pour nous, loques humaines que la faim tirait malgré le repas de tout à l'heure et que les circonstances

avaient aigris, le temps s'est-il vraiment arrêté à un autrefois si lointain ? Reste-t-il encore de l'espoir ? Où serons-nous au Noël prochain ? Que de questions sans réponses dans l'immédiat. Plongé dans tous ces souvenirs et réflexions, j'entends tout à coup, d'abord un murmure qui va en s'amplifiant, puis très distinctement : « Stille Nacht, heilige Nacht... Douce nuit, sainte nuit ».

Ensemble, nous avons chanté les trois strophes de ce cantique de Noël appris soit en allemand, soit en français, au catéchisme il y a une dizaine d'années. Je serais la main de mon ami que, sans m'en rendre compte, j'avais rencontrée au moment où nous chantions le cantique. Cette poignée de main était le renouvellement de la promesse faite il y avait au moins six mois, lorsque tous deux gravement blessés et faits prisonniers, nous nous étions promis de rester ensemble et de faire tout notre possible pour ne pas être séparés par les Russes. Cette poignée de main symbolisait le lien d'amitié qui nous unissait, moi le jeune de vingt-deux ans, lui mon aîné de sept ans, lui marié et père d'une petite fille qu'il connaissait à peine, moi le célibataire travaillant dans la mécanique, lui le pâtissier, moi le Haut-rhinois habitant au fond de la vallée de Munster, lui le Bas-Rhinois habitant dans le vignoble, lui le catholique, moi le protestant.

Nous avons encore essayé d'entonner d'autres chants de Noël : « Minuit chrétien c'est l'heure solennelle,...

Peuple à genoux attends ta délivrance,... Noël, Noël voici le rédempteur... ».

Je me suis levé et enroulai, autour des chiffons que j'avais toujours aux pieds, deux morceaux de toile de tente séchés au coin du feu. Avant de sortir, je remis une bûche sur les braises du foyer.

Dehors il faisait un froid glacial. La température devait être loin en-dessous de zéro. A part les petites rafales de vent faisant tourbillonner les flocons de neige, c'était le silence entrecoupé par moments par le hurlement lugubre de quelques loups rodant à l'extérieur des barbelés. Vint alors un moment de désespoir et de crainte. Les larmes gelaient au fur et à mesure qu'elles coulaient sur mes joues barbues pleines de croûtes provenant du lichen plan (Bartflechten).

Et pourtant, il me semblait que le ciel, éclairé par des milliers d'étoiles, avait en cette nuit de Noël un éclat particulier. Après une prière recommandant à Dieu tous les miens, et surtout une certaine jeune fille, je retournai dans la baraque où je savais que m'attendait mon ami Alphonse.

Ce fut la veillée de Noël passée dans une des baraques de la « quarantaine » au camp de Tambov. ■

Jacques Fritsch



Jacques Théophile Fritsch, né le 19 juillet 1922 à Stosswihr, grandit à Soultzeren (Haut-Rhin). Il suit une formation de tourneur fraiseur, puis travaille dans l'usine Daimler-Benz de Colmar.

Incorporé de force en 1943, il est envoyé dans la région de Minsk. Blessé à Vitebsk lors d'une offensive de l'Armée rouge, il est fait prisonnier le 27 juin 1944, événement qu'il relate dans son récit « Mon jour le plus long ».

Au début du mois de novembre 1944, Jacques Fritsch arrive au camp de Tambov et y passera cette veillée de Noël particulière. Au cours des mois passés à Tambov, il retrouve plusieurs jeunes de Soultzeren et Stosswihr (Albert Deparis, Jean Kempf, Charles Mitschi, Henri Roess, Albert Zinglé) qui deviennent ses compagnons de captivité. Le 28 août 1945, Jacques Fritsch retrouve son village de Soultzeren, où il épouse Madeleine Hellich avec qui il aura quatre enfants et sept petits-enfants. Il poursuit sa vie professionnelle dans l'éducation nationale en qualité de professeur de mécanique générale au lycée technique de Colmar jusqu'à sa retraite. Il est décédé le 19 avril 1999 à Soultzeren.

Les morceaux choisis de Serge Barcellini

Il nous appartiendra de faire mémoire.



La France a déclaré la guerre à un virus. Au moment où paraît cette lettre d'information, l'ensemble de nos lecteurs sont confinés et de nombreux adhérents sont décédés.

Il nous semble essentiel de rendre hommage à ceux qui, sur le front, permettent à nos concitoyens de survivre. Hommage aux médecins, aux personnels soignants, aux personnels des EHPAD, mais aussi à tous les salariés mobilisés quotidiennement et en particulier aux caissières de nos magasins et aux éboueurs de nos rues.

L'épidémie du Covid-19 souligne combien la nation demeure la structure essentielle de notre Vivre-ensemble. L'affaire des masques de protection nous le rappelle à nos dépens.

Lorsque le temps sera venu, il nous appartiendra de nous recueillir autour des victimes qui ont été inhumées dans un confinement extrême. Il nous appartiendra aussi d'être des acteurs volontaires afin que cet épisode de notre histoire s'inscrive dans la mémoire nationale.

Alors que les 250 000 victimes de la grippe espagnole n'ont laissé aucune trace mémorielle, il nous revient l'ardente obligation de participer à l'enracinement de ce moment historique.

Le temps mémoriel qui mobilise les peuples s'inscrit toujours dans des épisodes de rupture historique. La mémoire de la guerre de 1914-1918 marque la rupture avec le nationalisme triomphant, la mémoire de la Seconde guerre mondiale la rupture avec les sociétés dictatoriales et les politiques raciales, la mémoire du Covid-19 peut et doit s'analyser comme un coup de frein à la mondialisation économique.

À ce titre, il nous appartiendra « d'en faire mémoire ». ■

Serge Barcellini,
contrôleur Général des Armées (2S).

Président Général de l'association « Le Souvenir Français » communication@souvenir-francais.fr

Directeur de la publication : Marcel Spisser.

Coordination : Monique Klipfel, Claude Mitschi,
Philippe Schuhler et Gérard Zippert.

Rédaction : Liliane Amoudruz, Serge Barcellini, Sabine Bierry, Chantal Diller, Nicole Dreyer, Éric Faure, Jacques Fritsch, Thierry Fuchslock, Marie Goerg-Lieby, Bernard Klingelschmidt, Marianne Maenlein, Marie-José Masconi, Jean-Marie Montavon, M^{lle} Ravel, Jean-Pierre Rioux, Jean-Michel Roth et Béatrice Siebold.

Réalisation : CANDID2

Impression : Gyss / Photos : D.R.
Dépôt légal : novembre 2020
N° ISSN 2678-0119

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM
Président Marcel Spisser
Trésorier Philippe Schuhler
amam.schirmeck@laposte.net
www.memorial-alsace-moselle.com

L'AMAM est soutenue par :



et les 260 communes adhérentes

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial de l'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhère à l'AMAM en photocopiant (si possible) le bulletin ci-dessous et en l'envoyant à : Marcel Spisser / 46, rue de Ribeauvillé / 67100 Strasbourg / spissercatherine@aol.com

NOM PRÉNOM

ASSOCIATION ou COMMUNE

ADRESSE

CP VILLE

TÉL..... EMAIL.....

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €

à le signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1 000 habitants
100€ pour les communes et les communautés de communes de 1 001 à 5 000 habitants
200€ pour les communes et les communautés de communes de 5 001 à 10 000 habitants
300€ pour les communes et les communautés de communes de plus de 10 000 habitants